

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LA FORMATION DU PACTE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
LES SOURCES
ET LES INFLUENCES

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue

le 1^{er} Mars 1932, à 14 heures

PAR

René SPITZ

JURY :

Président : M. de GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Professeur

Suffragants : MM. BASDEVANT, Professeur

LE FUR, Professeur

IMPRIMERIE ALBES FRÈRES,

182, Rue de Charenton

PARIS

Thèse Paris
1932.

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LA FORMATION DU PACTE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
LES SOURCES
ET LES INFLUENCES

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue

le 1^{er} Mars 1932, à 14 heures

PAR

René SPITZ

JURY :

Président : M. de GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Professeur

Suffragants : MM. BASDEVANT, Professeur

LE FUR, Professeur

IMPRIMERIE ALBES FRÈRES,
182, Rue de Charenton
PARIS

*26568

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LA FORMATION DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS LES SOURCES ET LES INFLUENCES

C'est une chose déplorable de voir la
plupart des hommes ne délibérer que
des moyens et non pas de la fin.

PASCAL.

PREMIÈRE PARTIE

ÉLABORATION DES PROJETS DE PACTE

Premiers essais, premières tentatives

L'idée d'une union des Nations en vue de supprimer la guerre remonte à la fin du Moyen-Age, à l'époque où cesse précisément de régner l'unité internationale constituée sous l'Empire Romain et prolongée, dans une certaine mesure, par le Saint-Empire-Romain-Germanique et par la Papauté. Cette idée est manifestée par différents projets de Société des Nations, généralement élaborés à la suite de périodes de guerre : projets de Dubois (*De recuperatione terræ*, 1307), d'Emeric Crucé (17^e siècle), de Sully (*Economies Royales*), de William Penn (*Plan for the Peace of Europe*, 1693), de l'abbé de Saint-Pierre (1713). Ces projets d'union internationale, d'abord monarchiques, deviennent, à partir du XVIII^e siècle, démocratiques, la suppression de la guerre par une union générale est alors considérée comme un idéal supérieur aux intérêts des souverains et des nations : projets de Bentham [*Plan for universal and perpetual Peace* (1789), publié en 1843] et de Kant (*Essai sur la Paix perpétuelle*, 1795).

Après les guerres Napoléoniennes, cette même idée est concrétisée par la création, au Congrès de Vienne, de la Sainte-Alliance, qui, sous l'influence de Metternich et du retour aux idées monarchiques, devient une ligue de défense des souverains chrétiens et absolus contre le libéralisme.

En 1840, sur l'initiative de l'American Peace Society (fondée en 1828), William Ladd propose un Congrès des Nations, et, pour la première fois, une Cour Internationale de Justice.

Au cours du xix^e siècle, la physionomie économique actuelle du monde s'esquisse; les échanges internationaux de toute espèce devenant d'année en année plus intenses, les Nations sont amenées à conclure de multiples accords. Sous cette influence, la mode est à l'arbitrage et à la conclusion d'ententes en vue de régler la guerre et, si possible, d'en diminuer la probabilité. Deux conférences internationales sont réunies à La Haye, en 1899 et 1907, à cet effet. Elles aboutissent, d'une part, à la conclusion de conventions nouvelles restreignant ou interdisant l'emploi de certaines armes ou de certains moyens matériels de guerre, d'autre part, à la création d'une Commission Permanente de Justice Internationale, que les prétentions égalitaires des Etats empêchent de constituer.

Aux Etats-Unis, Mr. Theodore Marburg fonde, en 1909, l'« *American Society for Judicial Settlement of International disputes* », qui reçoit, en 1910, l'agrément du président W. H. Taft. En 1914, Mr. W. J. Bryan, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères conclut trente traités d'arbitrage bi-partites.

Tous ces efforts sur lesquels beaucoup ont fondé de grandes espérances n'empêchent par la guerre d'éclater, en 1914. Vainement, Lord Grey, alors ministre du Foreign Office, propose un arbitrage international, à la veille du conflit mondial, qui ne peut être évité. La troisième conférence, projetée à La Haye, n'a pas lieu, et il semble, surtout chez les belligérants, que toutes les velléités d'entente internationale manifestées jusque-là, l'ont été inutilement.

Mouvement d'opinion publique en faveur d'une Société des Nations.

Cependant, des malheurs endurés, des horreurs subies et des illégalités commises, ne tarde pas à naître un vif sentiment de réprobation de la guerre : dès le début de 1915, un mouvement d'opinion en faveur des idées

d'entente internationale se forme; des groupements sont créés dans tous les pays, tels :

En Grande-Bretagne :

British League of Nations Society (mars 1915).

British Fabian Society.

Bryce Committee (juillet 1915).

Aux Etats-Unis :

American Socialist Party (mai 1915).

League to enforce Peace (mai 1915).

League of free Nations Society.

En France :

Ligue Française de la Société des Nations.

En Allemagne :

Bund neues Vaterland.

Frieden Gesellschaft.

Chacun de ces groupements publie son programme et contribue ainsi à amasser les matériaux qui formeront les bases du Pacte. Les idées émises tiennent moins des études théoriques que des leçons de l'heure présente : l'allure des événements mondiaux à la fin de juillet 1914 montre la nécessité de la permanence d'un Conseil international, la violation de la Belgique, celle d'une garantie d'intégrité territoriale des petites Nations, les difficultés d'approvisionnement nées de la guerre, celle d'une organisation économique mondiale.

IDÉES FRANÇAISES. — Les Français, avant tout bel-ligérants, et luttant pour la défense de la libération de leur sol, voient surtout dans la Société des Nations un organisme international capable de protéger ses mem-bres et de leur imposer par la force ses décisions.

IDÉES BRITANNIQUES. — Les Britanniques n'envi-sagent plus l'arbitrage facultatif proposé aux confé-rences de la La Haye, mais l'arbitrage obligatoire; pour des raisons d'opportunité, ils n'en veulent voir la sanc-tion que dans l'opinion publique. Le plus intéressant de leurs programmes de Société des Nations est, à cette époque, celui de Bryce Committee, inspiré du traité d'ar-bitrage de Bryan, passé, en 1914, entre les Etats-Unis et

la Grande-Bretagne; ce programme fixe, pour la première fois, les points suivants sous une forme que l'on retrouve jusque dans le Pacte (1) :

a) *Distinction des différends de caractère politique d'avec ceux de caractère juridique.*

b) *Moratoire de guerre imposé aux Etats Membres de la Société, dont les différends sont à soumettre, selon leur caractère, soit à un arbitrage, soit à l'examen d'un Conseil de conciliation.*

c) *Alliance des Etats Membres contre tout Etat entamant les hostilités au mépris des prescriptions stipulées.*

Tous ces projets britanniques de 1916, sont « conservateurs », en ce sens qu'ils assurent aux grandes puissances l'hégémonie au sein de la Société; ils donnent, en outre, à tous les Etats (y compris l'Allemagne) accès à la Société.

IDÉES AMÉRICAINES. — Les Etats-Unis, de par leur puissance économique et leur situation de principale nation neutre, vont être appelés à jouer un rôle prépondérant dans la genèse et le développement des idées de

(1) "Disputes of a justiciable character" are to be defined as : Disputes as to the interpretation of a treaty, as to any question of international law, as to the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of any international obligation, or as the nature and extent of the reparation to be made for any such breach.

Moratorium for hostilities. — Art. 17. — Every signatory Power to agree not to declare war or begin hostilities or hostile preparations against any other signatory Power before the matter in dispute has been submitted to an arbitral tribunal, or to the Council, or within a period twelve months after such submission; or if the award of the arbitral tribunal or the report of the Council, as the case may be, has been published within that time, then not to declare war or begin hostilities or hostile preparations within a period of six months after the publication of such award or report.

Enforcement of the preceding provisions. — Art. 19. — Every signatory Power to undertake, that, in case any Power, whether or not a signatory Power, declares war or begins hostilities or hostile preparations against a signatory Power, without first having submitted its case to an arbitral tribunal or to the Council of Conciliation, or before the expiration of the prescribed period of delay, it will forthwith in conjunction with the other signatory Powers take such concerted measures economic and forcible, against the Power so acting as in their judgment are most effective and appropriate to the circumstances of the case.

Art. 20. — The signatory Powers to undertake that, if any Power shall fail to accept and give effect to the recommendations contained in any report of the Council or in the award of the arbitral tribunal, they will at a Conference to be forthwith summoned for the purpose considered, in concert, the situation which has arisen by reason of such failure, and what collective action if any, it is practicable to take in order to make such recommendations operative.

Société des Nations. Mais, leur idéalisme rejoignant l'opportunisme britannique, les Américains n'y verront jamais qu'un organisme chargé de dire le droit et non de l'imposer : à leur avis, la justice est suffisamment puissante en elle-même pour qu'une fois rendue, les volontés des nations ne s'y plient.

La « *League to enforce Peace* », fondée par Mr. Theodore Marburg et présidée par Mr. W.-H. Taft, est le plus important des groupements privés qui propage ces idées; son programme spécifie que (1) :

« *Tous les différends internationaux de caractère politique ou juridique doivent être soumis, soit à un Conseil de conciliation, soit à un tribunal, international, afin qu'une recommandation soit faite ou qu'un arrêt soit rendu.*

« *Les Etats signataires doivent s'engager à imposer, par la force, à tout autre Etat signataire, le respect de l'obligation précédente.*

« *Les Etats signataires doivent codifier les règles du droit international en vertu desquelles juge le tribunal international.*

En 1916-1917, un certain nombre de personnalités officielles donnent leur adhésion à ce programme. Tels sont notamment, en Grande-Bretagne lord Grey (président de la section anglaise de la League) et MM. Asquith et Balfour, en France M. Briand, en Allemagne le Chancelier von Bethmann-Holweg, au Japon le ministre des Affaires Etrangères Vicomte Motono, etc.

Aux Etats-Unis, le Président Roosevelt trouve que le

(1) 1° All justiciable questions arising between the signatory Powers, not settled by negotiation, shall, subject to the limitation of treaties, be submitted to a judicial tribunal for hearing and judgment both upon the merits and upon any issue as to its jurisdiction of the question.

2° All other questions arising between the Signatories and not settled by negotiation, shall be submitted to a council of conciliation for hearing, consideration and recommendation.

3° The signatory Power shall jointly use forthwith both their economic and military forces against any one of their number that goes to war or commits acts of hostility, against another of the Signatory before any question rising shall be submitted, as provided in the foregoing.

4° Conferences between the signatory Powers shall be held from time to time to formulate and codify rules of international law, which unless some Signatory shall signify its dissent within a stated period, shall thereafter govern in the decisions of the judicial tribunal mentioned in article one.

programme de la League ne va pas assez loin en ne forçant pas à l'exécution des décisions, cependant que W. J. Bryan soutient l'avis contraire au cours d'une discussion publique avec le président Taft.

W. J. Bryan prétend que le recours à la force, même dans la simple vue de faire respecter un moratoire de guerre, altère l'influence morale de la Société des Nations et lui imprime un caractère « militariste », en la transformant en une alliance défensive où ses membres perdent le contrôle de leurs armements. En regard, considérant l'élément temps comme plus fécond, pour la paix, que l'élément force, il prône les traités d'arbitrage analogues à ceux conclus par les Etats-Unis et se déclare partisan :

D'une cour internationale chargée de juger ou d'arbitrer les différends qui lui sont soumis;

D'un referendum des peuples préalable à toute entrée en guerre;

D'une réduction des armements.

Il se déclare enfin, nettement opposé à l'entrée des Etats-Unis dans une Société des Nations quelle qu'elle soit, car il y voit, d'une part, une atteinte au droit du Congrès de déclarer la guerre, d'autre part, une renonciation aux principes du discours d'adieu de Washington (abstention des Etats-Unis dans les affaires européennes) et de la doctrine de Monroe (exclusion de l'Europe dans toute question spécifiquement Américaine).

W. H. Taft lui rétorque, point par point, que toute société, tant d'Etats que d'individus, n'est pratiquement réalisable qu'en opposant la force police à la force employée à violer la loi; que l'influence morale de la Société des Nations n'en sera pas atteinte car elle limitera l'emploi de sa force au seul maintien de la paix; que, la situation des Etats-Unis vis-à-vis de l'Europe étant toute différente de ce qu'elle était du temps de Washington ou de celui de Monroe, il y va de leur intérêt et de leur devoir de réaliser une Société des Nations et d'en faire partie.

INTERVENTION DU PRÉSIDENT WILSON. — Cette discussion qui contribue à la diffusion du programme de la League, divise l'opinion publique Amé-

ricaine, où commence d'apparaître la mentalité (nuance Bryan) qui aboutira, en 1919, au rejet du Pacte par les Etats-Unis et à leur refus d'entrer dans la Société des Nations.

Mais le temps n'est plus aux discussions privées, car un facteur capital intervient pour faire sortir les idées de la League to enforce Peace du domaine spéculatif, et leur donner une répercussion considérable : c'est l'adhésion officielle du Président Wilson en leur faveur. Le 1^{er} février 1916, il se prononce pour la création d'un tribunal international d'arbitrage (1). Fin Mai, il ajoute au programme de la League le principe de la garantie d'intégrité territoriale et d'indépendance politique des Etats Membres de la Société. Après sa réélection à la présidence des Etats-Unis, dans un message au Sénat du 22 janvier 1917, il parle de la nécessité de constituer une Société de garantie de justice et de paix; programme très avancé puisque la garantie de paix implique l'interdiction de toute guerre et la garantie de justice, l'exécution par la force de tout jugement international. Après l'entrée en guerre des Etats-Unis (21 avril 1917), dans un message au Sénat (8 janvier 1918), il publie son programme de paix en 14 points parmi lesquels figurent :

- L'abolition de la diplomatie secrète (1^{er} point),
- La liberté des mers (2^e point),
- La suppression des barrières économiques (3^e point),
- La réduction des armements (4^e point),
- Le règlement de toutes les revendications coloniales (5^e point),
- La garantie de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique d'Etats faibles : Belgique (7^e point); Etats Balkaniques (11^e point); Pologne (13^e point).
- La création d'une Société des Nations (14^e point).

Premiers projets de Pacte

En Europe, les gouvernements alliés font étudier les idées d'entente internationale.

(1) "I pray God that if this contest have no other result, it will at least have the result of creating an international tribunal and producing some sort of joint guarantee of peace on the part of the great Nations of the world." (*Extrait d'un discours prononcé à Des Moines par le Président Wilson.*)

PROJET PHILLIMORE. — A l'instigation de Lord Robert Cecil, Mr. Balfour, ministre du Foreign Office, désigne, à cet effet, une Commission présidée par Sir Walter Phillimore.

Cette Commission, après avoir examiné les différents types de Société des Nations proposés jusqu'alors, établit un projet, plus particulièrement inspiré des idées d'avant-guerre (conventions d'arbitrage de La Haye) et du programme du Bryce Committee (d'où sont extraits presque textuellement certains articles). Les points principaux de ce projet (20 Mars 1918) sont les suivants :

Lorsqu'un différend s'élève entre deux Etats Membres de la Société, ceux-ci doivent, s'il est de caractère juridique, le soumettre d'un commun accord à des arbitres, s'il est de caractère politique, en saisir la Conférence des Etats Membres de la Société, dont le rôle est de voter à l'unanimité (à l'exclusion des parties) une recommandation. Pendant toute cette procédure, les parties ne doivent pas entrer en guerre, sinon tout autre Membre pourrait se considérer comme étant immédiatement en état de guerre avec l'agresseur et le forcer par tous les moyens dont il dispose à respecter le moratoire établi par le Pacte. Ce moratoire laisse d'ailleurs aux parties la faculté de se préparer à la guerre. L'arrêt rendu ou la recommandation faite, aucune sanction n'en impose plus l'obéissance aux parties, sinon celle de l'opinion publique.

En elle-même, la Société est conçue comme une alliance défensive entre ses Membres qui peuvent exiger de tout nouveau Membre telles garanties de désarmement qu'ils estiment convenables. La Conférence est formée par les représentants diplomatiques, de tous les Membres, auprès d'un Etat déterminé; clause qui n'attribue qu'une seule voix à toute puissance, grande ou petite, et qui écarte de la Société les Dominions Britanniques.

Un tel projet s'écarte des idées américaines par l'automatisme et la vigueur des moyens obligeant à respecter le moratoire de guerre, et s'en rapproche par l'absence de sanctions aux décisions prises pour trancher les différends; il n'est pas étranger, par ailleurs, aux idées d'avant-guerre sur la souveraineté des Etats

puisque'il faut l'acceptation commune des parties pour qu'il y ait arbitrage et l'unanimité des Membres pour qu'il y ait vote d'une recommandation par la Conférence.

PROJET FRANÇAIS. — Le Gouvernement français désigne, de son côté, une Commission pour rédiger un projet de pacte. A l'opposé de la conception anglo-saxonne, ce projet (déposé le 8 juin 1918) sanctionne très fortement par des moyens de coercition diplomatiques, juridiques, économiques et militaires longuement énumérés, non seulement le moratoire de guerre, mais aussi la décision prise, soit par une Cour de Justice Internationale (si le différend est juridique), soit par le Conseil de la Société (si le différend est politique). Ce Conseil administre la Société et dirige lui-même la procédure internationale (principe du droit administratif français); se réunissant périodiquement, il est doublé d'une Délégation Permanente qui lui prépare la besogne. La Société, par ailleurs, considérée comme une alliance très étroite entre tous ses Membres, dispose pour sa défense et le respect du Pacte de forces militaires commandées par un Etat-Major international.

PROJET ITALIEN. — Le Gouvernement italien fait rédiger également un projet de Pacte. Précédé d'un préambule sur les droits et les devoirs des nations, ce texte envisage, comme organes de la Société des Nations, une Conférence, un Conseil et un Secrétariat permanent, et pour le règlement des conflits internationaux, des conseils d'enquête ou de conciliation et des tribunaux, votant les uns à la majorité des deux tiers, les autres à la majorité simple, leurs décisions étant toujours exécutoires par la force. Enfin, une part très importante est réservée, dans ce projet, à la création d'organismes de coopération internationale : comité économique, comité militaire, comité du travail, bureaux de toutes natures, etc..

Certains Etats neutres même étudient la question de la Société des Nations et préparent des projets de pacte, tel est le cas notamment de la Suisse et des Pays Scandinaves : Suède, Norvège et Danemark; ces

derniers désignent une commission unique pour rédiger un projet commun.

PROJET SUISSE. — Le projet suisse, établi par un juriste éminent, M. Max Huber, présente le caractère type des projets latins (français et italien) : toute décision tant politique que juridique, rendue à l'égard d'un Etat, est obligatoire et peut être sanctionnée par la force militaire; celle-ci est mise bénévolement à la disposition de la Société par certains Etats qui, de ce fait, jouent un rôle plus important que les autres dans l'administration de la Société, donc dans la vie internationale.

Ce projet sépare les principes généraux, constituant le pacte fédéral, dont toute modification nécessite l'assentiment de l'unanimité des Etats, d'avec la réglementation des institutions, constituant le statut constitutionnel, dont la revision ne nécessite l'approbation que d'une certaine majorité des Etats. Cette idée est tout à fait intéressante car elle est, dans le plan international, l'équivalent de la différence existant entre les lois constitutionnelles et ordinaires, dans le plan national.

PROJET SCANDINAVE. — Le projet scandinave est très semblable aux projets anglo-saxons, à cela près qu'il spécifie expressément le caractère obligatoire de tout arrêt juridique rendu contre un Etat; mais il n'entend pas cette obligation aux recommandations politiques votées.

Ces deux derniers projets sont muets sur la question de réduction des armements; dans son rapport, la Commission scandinave signale, à juste titre, qu'un tel sujet ne doit pas être réglé par de petites puissances.

PROJET HOUSE. — Au printemps 1918, le projet Phillimore est adressé confidentiellement, par le Gouvernement britannique, au Président Wilson ainsi qu'aux différents Dominions. Le Président Wilson en discute les idées avec son ami le Colonel House et lui demande de rédiger un projet de pacté.

Ce projet, daté du 16 juillet 1918, est précédé de l'énoncé de certains principes de morale internationale («clef de voûte du système », d'après House). Il reproduit l'essentiel du projet Phillimore en matière

de règlements des conflits internationaux, tout en rendant l'arbitrage plus probable par l'institution d'une Cour de Justice Internationale; toutefois, les Etats en conflit peuvent distraire de sa juridiction certaines questions d'intérêt vital pour eux-mêmes, en vue de les soumettre au jugement de leurs propres tribunaux. Cette Cour internationale n'est autre que celle qui avait été prévue par la Conférence de La Haye, en 1907, et que le défaut d'entente entre les nations sur la nomination des juges, empêcha de constituer; le Colonel House la réintroduit dans son projet, à la suite de conversations particulières avec le sénateur Elihu Root, ancien chef de la délégation américaine à la Conférence de La Haye.

Ce projet contient, enfin, deux idées nouvelles, fruits des entretiens entre le Président Wilson et le Colonel House : le désarmement et la garantie de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des Etats membres de la Société, sauf possibilité de modifications territoriales par vote de la Conférence à une majorité des trois quarts.

PREMIER PROJET WILSON. — Le Président Wilson travaillant sur le projet House rédige son premier projet. Il lui donne un préambule nouveau, dont le texte passera dans le Pacte à peu près in extenso, supprime la Cour internationale de Justice, renforce l'obligation à l'arbitrage et impose aux Membres de se défendre contre tout Etat, étranger à la Société, qui en refuserait l'arbitrage; comme tel, ce premier projet Wilson ressemble plus au Protocole de Genève de 1925 qu'au Pacte.

A la fin de 1918, à l'effet de faire prévaloir ces idées qui lui sont chères, le Président Wilson se désigne comme chef de la délégation américaine à la Conférence de la Paix; il s'adjoint Mr. Robert Lansing, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, le Colonel House et le Major-Général Tasker H. Bliss. Mr. David Hunter Miller, qui prendra une part des plus actives à la rédaction du Pacte, est désigné comme jurisconsulte de la délégation américaine.

PROJET SMUTS. — Le 16 décembre, paraît une petite brochure du Général Smuts, premier ministre du Dominion de l'Afrique du Sud, membre de la délégation britannique à la Conférence de la Paix. Inspiré par le programme des travaillistes et socialistes interalliés qui demandait en février 1918 l'établissement d'un contrôle international sur les empires coloniaux, le Général Smuts considère que la tâche fondamentale de la Société des Nations doit être l'administration des territoires ayant appartenu aux Empires Centraux démembrés et la tutelle des Etats nouveaux nés de la guerre. Appliquant le principe wilsonien : « Pas d'annexions, pas d'indemnités », il confie cette administration et cette tutelle aux Etats Membres, en qualité de mandataires, de la Société des Nations. Il distrait toutefois de ces mandats les anciennes colonies allemandes du Pacifique et de l'Afrique du Sud, comme habitées par des peuplades trop arriérées; ce qui lui permettra, le 23 janvier suivant, de plaider, devant le Conseil Suprême, en faveur de l'annexion pure et simple de l'Afrique Occidentale Allemande au Dominion de l'Afrique du Sud et de Samoa à la Nouvelle-Zélande.

Par ailleurs, tout en développant le rôle de coopération de la Société des Nations, le projet Smuts prévoit, pour la première fois dans un projet anglo-saxon, un Conseil; les petites puissances y participent aux côtés des grandes, dans la même proportion que celle qui figurera dans le Pacte.

Les clauses traitant du règlement des conflits internationaux sont directement tirées du projet Phillimore; celles relatives à la réduction des armements sont très strictes : abolition du service militaire obligatoire, nationalisation des fabriques de munitions, contrôle international des armées de métier. Enfin, le Général Smuts lance l'idée d'inclure le Pacte dans le Traité de Paix, idée que s'appropriera le Président Wilson.

IDÉES DE LANSING ET DE CECIL. — De la fin décembre 1918 et du début de janvier 1919, date de la publication des idées de Mr. Robert Lansing, d'une part, et de Lord Robert Cecil, d'autre part, sur la Société des Nations; celui-là se montre partisan de la liberté

des mers et du commerce international, de l'abolition de la diplomatie secrète et d'une garantie d'intégrité territoriale uniquement négative; celui-ci envisage un Conseil réservé aux seules grandes Puissances, un Secrétariat très important et Genève comme siège de la future Société des Nations.

SECOND PROJET WILSON. — Les idées du Général Smuts font une très profonde impression sur le Président Wilson qui, dans un second projet de Pacte (10 janvier 1919) abandonne la thèse proprement américaine de l'arbitrage obligatoire pour entrer dans les vues britanniques relatives au règlement des conflits internationaux : arbitrage ou recommandation, selon la nature du différend, avec sanction très forte du moratoire de guerre établi; il prend, d'autre part, au Général Smuts, ses idées relatives au Conseil de la Société des Nations, à l'abolition du service militaire obligatoire et aux mandats (étendus toutefois aux anciennes colonies allemandes, à priori exceptées par Smuts). Dans ce second projet Wilson, figure, en outre, une clause sur les conditions internationales du travail, empruntée aux suggestions américaines, et une autre sur la protection des races et des minorités nationales, vraisemblablement inspirée par le programme de la propagande juive.

Le Président Wilson soumet son nouveau projet aux critiques de certains membres de la délégation américaine, et notamment à Mr. Robert Lansing, au Général Bliss et à Mr. D.-H. Miller. Ces critiques, résumé de celles que les différents milieux américains feront, quelques mois plus tard, au Pacte, portent principalement sur la garantie positive d'intégrité territoriale, sur l'impossibilité constitutionnelle pour les Etats-Unis d'entrer en guerre sans assentiment préalable du Congrès, sur l'acceptation forcée des mandats, et sur l'absence de clauses relatives à la reconnaissance expresse de la doctrine de Monroe, à la liberté des mers, à l'abolition de la diplomatie secrète et à l'établissement d'une législation internationale.

TROISIÈME PROJET WILSON. — Dans un troisième projet (20 janvier 1919), le Président Wilson, tenant

compte de certaines de ces critiques, confie la préparation des plans de désarmement au Conseil et non plus à l'Assemblée, supprime tout caractère automatique à la guerre contre une puissance ayant rompu le Pacte, et introduit, enfin, trois articles nouveaux sur la liberté de religion, la liberté des mers et l'égalité économique entre Membres de la Société des Nations.

PROJET CECIL. — Lord Robert Cecil, de son côté, fixe ses propres idées en un projet de pacte complet qu'il soumet, le 20 janvier, au Président Wilson.

Ce projet reproduit l'essentiel des dispositions du plan Phillimore sur le règlement des différends internationaux, organise minutieusement le fonctionnement des organes de la Société des Nations au sein de laquelle il assure l'hégémonie des grandes puissances, crée une Cour Permanente de Justice Internationale, tribunal en même temps qu'organe consultatif à la disposition du Conseil et de l'Assemblée, prévoit une garantie mitigée d'intégrité territoriale et développe, enfin, beaucoup le rôle de la Société des Nations en matière de coopération internationale; aucune clause n'y figure, concernant les mandats.

Fusion des points de vue britannique et américain

Ces deux derniers projets sont donc suffisamment voisins pour que des échanges de vues ne manquent pas d'être engagés entre Britanniques et Américains. Ces échanges de vues commencent, en fait, le 21 janvier, entre Lord Robert Cecil et Mr. D.-H. Miller et aboutiront, le 3 février, à la fusion complète des idées des deux délégations en un projet unique.

Mr. D.-H. Miller reproche à toute clause de garantie d'intégrité territoriale de rendre des guerres futures possibles et demande que les Etats ne soient pas, automatiquement et contre leur gré, entraînés dans une guerre contre toute puissance en rupture de Pacte. Lord Robert Cecil, quant à lui, insiste pour que seules les grandes puissances siègent au Conseil et pour que les Dominions Britanniques et l'Inde puissent être Membres de la Société des Nations.

Le 24 janvier, Mr. D.-H. Miller, après avoir rendu compte de cet échange de vues au Colonel House, reçoit mission de ce dernier de tenter un accord avec Lord Robert Cecil, sur la base du troisième projet Wilson. Le 25 janvier, a lieu une nouvelle entrevue Cecil-Miller : outre ses demandes précédentes, Lord Robert Cecil désire un Secrétariat très important et une Cour Internationale de Justice Internationale. Lord Eustace Percy réussit, pour la première fois, à amalgamer en un texte unique, les projets Wilson et Cecil.

Le 27 janvier, Mr. D.-H. Miller, après avoir incorporé au troisième projet Wilson les revendications britanniques, a un nouvel entretien avec Lord Robert Cecil au cours duquel un accord est conclu sous la forme d'un projet dit « Cecil-Miller », où sont néanmoins réservés les points suivants : procédure d'appel en matière de règlement des conflits internationaux, mandats coloniaux, liberté des mers, liberté du commerce.

Le 30 janvier, le Conseil Suprême de la Conférence de la Paix, discutant la question des colonies allemandes, adopte un texte du Général Smuts sur les mandats coloniaux. Le soir même, a lieu une entrevue entre le Président Wilson, le Colonel House et les délégués italiens MM. Orlando et Scialoja; ces derniers, désireux de se concilier les bonnes grâces du Président des Etats-Unis, abandonnent leurs propres idées sur la Société des Nations et acceptent toutes celles des Américains, sous réserve toutefois de la distraction de l'Autriche-Hongrie des territoires susceptibles de mandats et du maintien du service militaire obligatoire.

Le 31 janvier, au cours d'une entrevue entre le Président Wilson, le Colonel House, Lord Robert Cecil et le Général Smuts, entrevue à laquelle assiste Mr. D.-H. Miller, il est convenu qu'un projet de Pacte commun sera discuté et rédigé par MM. Miller et Hurst, jurisconsultes des deux délégations, sur les bases du projet Cecil-Miller, du texte relatif aux mandats, adopté par le Conseil Suprême, des idées de Lord Robert Cecil sur la procédure de l'appel (institution d'une Cour Permanente de Justice Internationale) et des résultats de l'accord italo-américain de la veille.

PROJET HURST-MILLER. — Mr. Hurst revise le projet Cecil-Miller en un texte sur lequel porte, le lendemain et le surlendemain, la discussion. Elle aboutit, le 2 février, à la rédaction d'un projet dit « *Hurst-Miller* ». Ce projet consacre le triomphe des idées de Lord Robert Cecil : hégémonie des grandes puissances, conception britannique du règlement des conflits internationaux, etc... La forme étant très condensée certaines clauses (plus particulièrement les clauses américaines) disparaissent complètement : protection de minorités, liberté des mers, etc...; d'autres sont plus ou moins atrophiées : liberté économique, mandats coloniaux, coopération internationale; notamment, Hurst et Miller n'étant pas partisans d'une clause expresse de garantie d'intégrité territoriale et d'indépendance politique, en retranschant d'un commun accord, toute possibilité de modifications territoriales ultérieures.

Le Président Wilson, auquel ce projet est présenté, le 2 février, l'accepte tout d'abord; puis, changeant d'avis, il en rédige un quatrième dans lequel il revient à ses conceptions anciennes sur l'arbitrage obligatoire, sur la garantie d'intégrité territoriale et sur les idées Smuts relatives à la composition du Conseil. Mais ce projet n'aura aucune influence sur la rédaction du Pacte lui-même.

DEUXIÈME PARTIE

ÉLABORATION DU PACTE

Les thèses en présence

Américains et Britanniques ayant ainsi réussi à fusionner leurs idées en un projet unique dit « *Hurst-Miller* », la pensée anglo-saxonne va pouvoir affronter celles des autres races. Qui trouvera-t-elle devant elle ?

Ce ne seront pas les Italiens, qui, ayant beaucoup à obtenir du Président Wilson ont, dès le 30 janvier, accepté toutes ses idées sur la Société des Nations. Ce seront, d'abord les Français, accessoirement les représentants de certaines petites puissances (Belgique, Petite-Entente, Grèce, etc...), et enfin les Japonais.

Tous désirent une Société des Nations, ou tout au moins, tous l'acceptent ; mais tous ne la conçoivent pas de la même façon. Les antagonistes principaux, Anglo-Saxons et Français, veulent : les uns, un arbitrage international quasi obligatoire, mais dont les sentences ne le seraient pas, un désarmement général, sans contrôle effectif, une coopération internationale aussi large que possible ; les autres, un contrôle des armements nationaux et une force militaire internationale, capable de contraindre au respect des sentences d'arbitrage.

Ces deux tendances vont s'affronter, ou plus exactement, la thèse française va vainement essayer de se faire jour en présence de l'anglo-saxonne qui, seule, dominera. A quoi tient donc cette victoire complète de celle-ci sur celle-là ?

A une condition de fond d'abord, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir : la conception française de Société des Nations est une idée pratique qui doit

nécessairement céder le pas à toute conception plus floue, imposant moins de contrainte à la souveraineté des Etats.

A des conditions de forme également :

La très haute autorité morale du Président Wilson, maître de l'heure, qui attachant une importance primordiale à la création d'une Société des Nations (1), prend part personnellement à l'élaboration du Pacte.

Le poids, d'autre part, donné par l'opinion publique anglo-saxonne à cette idée de Société des Nations; si bien, qu'après des études très fouillées et de longues discussions, Américains et Britanniques ont cherché et réussi à s'entendre pour présenter un projet de Pacte commun.

La Commission de l'hôtel de Crillon

Le Président Wilson veut absolument le Pacte dans le Traité de Paix, et même en tête du Traité de Paix; il désire, par ailleurs, participer personnellement à son élaboration, aussi propose-t-il de le discuter en Conseil Suprême. Il fait triompher ses idées, le 20 janvier, à une réunion de la délégation américaine, le 22 janvier, au Conseil Suprême, et, le 25 janvier, à une séance plénière de la Conférence de la Paix. Toutefois, MM. Clemenceau et Lloyd George le contraignent à accepter qu'une Commission (la première de la Conférence de la Paix) soit chargée de rédiger le Pacte.

Cette solution fut, en réalité, meilleure, car les personnalités du Conseil Suprême n'auraient pas eu la compétence particulière de celles qui discutèrent le Pacte et qui en avaient préalablement étudié tous les détails, en juristes.

Le Président Wilson se désigne pour faire partie de cette Commission et en a, de ce fait, la présidence; par égard pour lui, la langue anglaise y est presque unique-

(1) "The key of the peace was the guarantee of the peace, not the items of it." (*Extrait du discours du Président Wilson au Guildhall à Londres, le 28 décembre 1918.*)

"This is the central object of our meeting. Settlements may be temporary, but the actions of the nations in the interest of peace and justice may be permanent. We can set up permanent processes. We may not be able to set up permanent decisions." (*Extrait du discours du Président Wilson à la seconde séance plénière de la Conférence de la Paix, le 25 janvier 1919.*)

ment parlée. Au début de la première séance, Lord Robert Cecil et le Colonel House font facilement adopter le projet Hurst-Miller comme base de discussion. Avec un tel handicap, l'échec des idées françaises pouvait, dès lors, apparaître comme probable.

La Commission, dite de l'Hôtel de Crillon, du nom de son lieu de réunion, comprend d'abord quinze membres : deux pour chacune des cinq grandes puissances et cinq pour cinq petites puissances; à partir de la quatrième séance, à la demande des petites puissances (appuyée par la France), la représentation de ces dernières est portée à neuf, malgré l'opposition britannique.

Ces membres sont :

Pour les *Etats-Unis* : le Président Wilson et le Colonel House;

Pour l'*Empire Britannique* : Lord Robert Cecil et le Général Smuts;

Pour la *France* : MM. Léon Bourgeois et Larnaude;

Pour l'*Italie* : MM. Orlando et Scialoja;

Pour le *Japon* : le Baron Makino et le Vicomte Shinda;

Pour la *Belgique* : M. Hymans;

Pour le *Brésil* : M. Pessoa;

Pour la *Chine* : M. Wellington Koo;

Pour le *Portugal* : M. Batalha Reis;

Pour la *Yougoslavie* : M. Vesnitch;

A partir de la 4^e séance :

Pour la *Grèce* : M. Venizelos;

Pour la *Pologne* : M. Dmowski;

Pour la *Roumanie* : M. Diamandy;

Pour la *Tchécoslovaquie* : M. Kramar.

La Commission tient quinze séances : dans les huit premières (3 au 11 février), elle examine le projet Hurst-Miller, article par article, en première lecture; dans les neuvième et dixième (13 février), elle l'examine en seconde lecture et publie, le 14 février, un projet de Pacte en vue de le soumettre aux critiques mondiales. Les cinq dernières séances, en mars et avril, sont consacrées à la rectification de ce projet pour tenir compte des critiques faites.

Actions des différents membres au sein de la Commission

Au cours des débats, les membres américains et britanniques n'adoptent pas tous des points de vue absolument identiques : d'une manière générale, le Président Wilson défend les principes, réservant à Lord Robert Cecil d'en discuter les applications.

ACTION DU PRÉSIDENT WILSON. — Le Président ne cherche plus à revenir sur celles de ses idées antérieures que les Britanniques ont réussi à éliminer (par exemple : la liberté des mers); il ne demande même pas que la garantie d'intégrité territoriale soit rétablie telle qu'il l'avait primitivement projetée; c'est Lord Robert Cecil qui, en proposant à la huitième séance, un article sur la revision des traités existants, fait rétablir indirectement la possibilité de modifier ultérieurement les frontières des Etats.

ACTION DE LORD ROBERT CECIL. — Lord Robert Cecil est, d'ailleurs, le membre le plus actif de la Commission, aussi bien pour défendre le projet anglo-saxon contre toute addition étrangère, que pour y réclamer des amendements conformes aux intérêts ou aux idées de son pays; c'est ainsi qu'il revient à deux reprises (3^e et 9^e séances) sur l'admission de l'Inde comme Membre de la Société des Nations et qu'il finit par l'obtenir du Président Wilson. C'est lui-même, d'autre part, qui propose et fait admettre, malgré l'opposition de la France, l'idée d'inviter certains pays neutres à signer le Pacte et de dresser, à cet effet, une liste des Etats Membres originaires de la Société des Nations (9^e séance). C'est encore lui qui fait adopter la possibilité d'amender le Pacte (8^e séance), conformément à l'idée essentiellement britannique que tout projet de Société des Nations ne doit être envisagé que comme une ébauche dont il faut laisser la finition aux générations futures (1).

(1) " We are not seeking to produce for the world a building finished and complete in all respects. To have attempted such a thing would have been an arrogant piece of folly. All we have tried to do, all we

ACTION DU GÉNÉRAL SMUTS. — Quant au Général Smuts, il s'occupe surtout de la question des mandats au sujet de laquelle il propose, à la 6^e séance, un texte rétablissant sensiblement les termes adoptés, le 30 janvier, par le Conseil Suprême, et totalement modifiés dans le projet Hurst-Miller. Ce texte, défendu par le Président Wilson et Lord Robert Cecil contre MM. Léon Bourgeois et Orlando, est adopté sous réserve de la suppression de l'énumération des territoires susceptibles de mandats.

Le Général Smuts, d'autre part, influencé par les résolutions d'une Conférence internationale socialiste, alors en session à Berne, propose, comme organisme supplémentaire de la Société des Nations, une assemblée de groupements nationaux. Cette suggestion, désapprouvée par tous les autres membres de la Commission, n'est pas prise en considération, mais la discussion aboutit à la fixation du chiffre maximum des représentants de chaque Etat à l'Assemblée : trois.

ACTION DES REPRÉSENTANTS DES PETITES PUISSANCES. — En même temps, certaines petites puissances, ainsi que la France et le Japon, cherchent à battre en brèche, plus ou moins ouvertement, cette quasi-prédominance des vues anglo-saxonnes.

C'est ainsi qu'à la 5^e séance, M. Hymans intervient, sans résultat positif, en faveur de la représentation des petites puissances au Conseil, représentation à laquelle s'oppose Lord Robert Cecil; mais à la -9^e séance, sur une intervention semblable de M. Pessoa, il est finalement décidé que quatre petites puissances auraient chacune un représentant au Conseil, qu'elles désigneraient elles-mêmes.

A la 5^e séance, M. Hymans propose un amendement, soutenu par MM. Venizelos, Léon Bourgeois et Vesnitch, tendant à donner force obligatoire aux déci-

have hoped to do, is to lay soundly and truly, the foundations upon which our successors may build. I believe those foundations have been well laid and it depends upon those who come after us what will be the character and stability of the building erected upon them." (*Extrait du discours de Lord Robert Cecil à la troisième séance plénière de la Conférence de la Paix, le 14 février 1918.*)

sions prises par l'unanimité du Conseil. Le Président Wilson et Lord Robert Cecil s'y opposent; la question est renvoyée à un premier Comité de rédaction, composé de Lord Robert Cecil et de MM. Léon Bourgeois, Venizelos et Hymans, où l'amendement sera repoussé.

ACTION DES REPRÉSENTANTS DE LA FRANCE.

— A la 4^e séance, les délégués français, soutenus par M. Orlando, obtiennent le maintien du service militaire obligatoire, mais ce n'est qu'à la 8^e séance qu'apparaît l'opposition tranchée entre les idées françaises et anglo-saxonnes : M. Léon Bourgeois, soutenu par M. Larnaude, y présente trois amendements tendant :

1^o *A sanctionner par la force les décisions tranchant les différends internationaux;*

2^o *A établir un contrôle des effectifs militaires, par ailleurs fixés en fonction des risques propres à chaque Etat;*

3^o *A exiger de tout Etat demandant son admission à la Société des Nations de fortes garanties de paix.*

Le Président Wilson s'élève vivement contre ces amendements. Lord Robert Cecil propose d'en tenir compte en créant une Commission Permanente appelée à donner des avis à la Société sur toutes questions d'ordre militaire. Ces suggestions sont finalement renvoyées à un second Comité de rédaction composé de Lord Robert Cecil et de MM. Larnaude, Venizelos et Vesnitch; ce Comité, après discussion, les éludera dans le sens proposé par Lord Robert Cecil. A la dixième séance, les délégués français demandent encore vainement le contrôle des armements et l'établissement d'un organisme militaire international permanent. A maintes reprises, ils reviendront sur ces deux points, jusqu'à lasser les Américains et les Britanniques (1), mais toujours en

(1) Paroles officieuses de Lord Robert Cecil à M. Larnaude au second comité de rédaction :

"... that America had nothing to gain from the League of Nations, that she could let European affairs go and take care of her own; the offer was made by America for support was practically a present to France, and that to a certain, but to a lesser extent, this was the position of Great-Britain, which while vitally interested in continental affairs, yet to a certain extent, could stand apart. Accordingly, he wished to say very frankly to the French delegates

vain (8^e, 10^e, 11^e, 15^e séances de la Commission de l'hôtel de Crillon, séances de présentation du projet de Pacte aux puissances neutres, second Comité de rédaction, 3^e et 5^e séances plénières de la Conférence de la Paix).

Sur un autre point, les vues françaises ne réussissent pas non plus à prévaloir : M. Léon Bourgeois, appuyé par M. Batalha Reis, insiste à trois reprises, au cours des 4^e, 9^e et 10^e séances, pour qu'il soit fait mention, dans le Pacte, de l'œuvre des Conférences de La Haye. Lord Robert Cecil, porte-parole en l'espèce de la pensée anglo-saxonne, s'y oppose. M. Larnaude, de son côté, demande à la 9^e séance que le principe des responsabilités de la guerre 1914-18 soit rappelé dans le préambule du Pacte; cette proposition doit être retirée, à la suite d'une remarque de M. Batalha Reis sur l'inopportunité de placer, en exergue du Pacte, monument de la concorde internationale, des termes de condamnation.

ACTION DES REPRÉSENTANTS DU JAPON. — Quant aux Japonais, ils ne proposent qu'un amendement important; à la 10^e séance, à l'occasion de l'article sur la liberté de religion, le Baron Makino demande l'affirmation dans le Pacte du principe de l'égalité des races. Devant l'attitude hostile de Lord Robert Cecil et de M. Venizelos, le Colonel House retire l'article entier. Ce sera sans succès que le Baron Makino reviendra sur cette proposition au cours de la 15^e séance de la Commission et de la 5^e séance plénière de la Conférence de la Paix.

La participation anglo-saxonne, et plus spécialement britannique, à la rédaction du projet de Pacte est donc tout à fait prédominante. Elle l'est, d'ailleurs, d'autant plus que, pour ne pas prolonger exagérément les séances de la Commission, déjà fort longues, un Comité de rédaction est chargé de mettre au point les décisions plus ou moins précises adoptées par la Commission. A partir

that in his view they were saying to America, and to a lesser extent to Great-Britain, that because more was not offered, they would not take the gift that was at hand, and he warned them very frankly that the alternative offer which we have made, if the League of Nations was not successful, was an alliance between Great-Britain and the United-States. He asked them to consider that before they made any final conclusions." (*The drafting of the Covenant*, par D.-H. Miller, pages 216-217.)

de la 8^e séance, ce Comité fonctionne comme une véritable sous-commission rapportant à la Commission, qui les sanctionne toujours, des projets de texte; or ce Comité, dont l'influence est, on le voit, capitale, est en fait dirigé par Lord Robert Cecil.

PROJET DU 14 FÉVRIER. — Finalement, le projet de Pacte élaboré ne diffère du projet Hurst-Miller que par la représentation des petites puissances au Conseil, par le maintien du service militaire obligatoire, par la suppression de la clause traitant de la liberté religieuse et par l'addition d'amendements spécifiquement britanniques : mandats, révision du Pacte, révision des traités, etc...

Ce projet de Pacte, déposé sur le bureau de la Conférence de la Paix, est publié le 14 février 1919, à la 3^e séance plénière de cette Conférence, à l'effet d'être soumis aux observations et aux critiques du monde entier.

Critiques mondiales au projet du 14 février

Du 14 février au 14 mars, le Président Wilson s'absente de Paris : il se rend aux Etats-Unis pour y lire le décret de dissolution du Sénat, reprendre contact avec ses concitoyens et recueillir de vive voix leurs impressions et leurs suggestions sur ce projet de Pacte.

CRITIQUES AMÉRICAINES. — Les critiques américaines s'élèvent nombreuses et plutôt vives : certaines forment un prélude à la violente campagne contre la Société des Nations et contre le Traité de Versailles qui sévira aux Etats-Unis, quelques mois plus tard.

Il y a d'abord celles qui trouvent que certaines clauses du projet de Pacte sont, sinon inconstitutionnelles, tout au moins contraires à la politique tracée par Washington et Monroe; telles celles :

Du Sénateur Lodge, dans un discours au Sénat (28 février);

De W. J. Bryan, dans un article de journal (12 mars).

Il y a ensuite celles qui trouvent le projet acceptable par les Etats-Unis, sauf à le modifier sur certains points; de cet avis sont :

Le Sénateur Hitchcock, dans une lettre au Président Wilson (4 mars);

W. H. Taft, dans un télégramme au Président Wilson (18 mars).

Il y en a d'autres enfin, mais très rares, qui demandent le renforcement du pouvoir de contrainte de la Société des Nations; c'est ainsi que le Sénateur Elihu Root propose, non pas une commission militaire consultative, mais une commission d'inspection et de vérification des armements, idée dépassant la thèse française.

Quoi qu'il en soit, les principales modifications demandées dans la quasi-totalité de ces critiques sont :

La réserve de la doctrine de Monroë;

La réserve de questions purement nationales;

L'établissement d'une Société des Nations n'ayant (sauf pour les mandats) aucun pouvoir propre d'action, décidant toujours, en principe, à l'unanimité et ne pouvant obliger ses Membres à entrer en guerre contre leur gré;

La possibilité pour un Etat Membre de se retirer de la Société des Nations;

La possibilité pour un Etat Membre de refuser un mandat.

CRITIQUES BRITANNIQUES. — Les critiques britanniques sont moins vives. Il convient de citer surtout celle de Sir Robert Borden (Canada) (favorable au Pacte, et celle de Mr. W. H. Hughes (Australie) (plutôt défavorable au Pacte). Elles se bornent surtout à demander la suppression de tout ce qui paraît impliquer une idée de Sur-Etat dans la Société des Nations projetée.

Le texte du 14 février ne donne lieu à aucune réaction importante de la part des Français qui, à cette époque, professent, en grande majorité, un profond scepticisme à l'égard de l'idée de la Société des Nations.

CRITIQUES DES NEUTRES. — Les 20 et 21 mars, certains Etats neutres sont admis à présenter leurs observations devant quelques membres de la Commission de l'hôtel de Crillon : Lord Robert Cecil, le Colonel

House, MM. Léon Bourgeois, Hymans, Venizelos et Vennitch. Leurs amendements ne peuvent être pris en considération que si l'un des membres de la Commission accepte de les présenter en son nom, au cours d'une séance ultérieure de la Commission, si bien qu'ils n'ont pu avoir à peu près aucune influence sur la rédaction définitive du Pacte. Leurs avis sont néanmoins intéressants parce qu'ils sont ceux de puissances qui contribueront à former l'état d'esprit de la Société des Nations, une fois constituée.

Les principaux de ces avis sont les suivants :

Augmentation de la représentation des petites puissances au Conseil;

Etablissement d'un contrôle efficace de limitation et de réduction des armements;

Création de Commissions permanentes de conciliation;

Développement de l'arbitrage obligatoire;

Réglementation du fonctionnement de la Cour de Justice Internationale;

Exonération de toute obligation militaire, pour certaines puissances;

Possibilité de révision du Pacte.

Reprise des conversations - Amendements au projet du 14 février

Le retour à Paris du Président Wilson marque la reprise des conversations privées entre Américains et Britanniques. Ces conversations vont dorénavant devenir de plus en plus importantes, au point que la Commission en sera réduite à entériner purement et simplement les accords anglo-américains sur certaines questions et ne sera même pas consultée sur certains autres.

La conversation du 18 mars, entre le Président Wilson, le Colonel House et Lord Robert Cecil est primordiale : il s'agit de s'entendre sur les amendements à proposer et l'on y aboutit, en fait, à un projet nouveau.

DESIDERATA DE LORD ROBERT CECIL. — Lord Robert Cecil fait accepter par le Président Wilson

un bon nombre d'amendements qui lui avaient été officieusement suggérés (par l'Amirauté britannique, notamment) et dont certains satisfont les desiderata américains. Les principaux sont :

La possibilité pour le Conseil d'admettre par cooptation d'autres Etats (ceci, dans la pensée anglo-saxonne, afin de faciliter l'accession de l'Allemagne et de la Russie à la Société des Nations);

Le principe d'unanimité dans les votes du Conseil (sauf stipulation contraire spécifiée expressément);

L'obligation faite à la Société des Nations de prendre toutes mesures utiles en cas de guerre ou de menace de guerre;

L'inopérance du Conseil au cas où l'un des Etats en différend ne se plie pas à une recommandation faite, même à l'unanimité;

La possibilité pour l'Assemblée ou le Conseil de consulter la Cour de Justice Internationale sur un point quelconque;

La possibilité pour un Etat de refuser un mandat;

Le groupement en un seul des trois articles traitant du trafic des armes, des conditions du travail et de la liberté du commerce.

D'autres amendements ne sont qu'envisagés; tels sont :

La nécessité d'acceptation par les Gouvernements des plans de désarmement avant de les considérer comme obligatoires; seul le Conseil pouvant permettre de déroger à ces plans;

Les réserves de la doctrine de Monroë et des questions purement nationales;

La possibilité du retrait d'un Etat de la Société des Nations, après préavis de deux ans;

La fixation du siège de la Société en Suisse (Genève ou Lausanne).

NOUVELLES SÉANCES DE LA COMMISSION DE L'HOTEL DE CRILLON. — Les 22, 24 et 26 mars, la Commission de l'hôtel de Crillon tient ses 11^e, 12^e et 13^e séances; de nouveau, elle examine entièrement le projet du 14 février article par article; beaucoup d'amendements sont présentés.

Les plus nombreux le sont par Lord Robert Cecil, qui propose :

De faciliter les futures modifications au Pacte;

De stipuler l'unanimité comme condition de validité des décisions prises au sein de la Société des Nations (sauf cas particuliers, expressément spécifiés dans le Pacte);

D'élargir le cercle des Puissances appelées à jouer un rôle à la Société des Nations (idée s'opposant formellement à la tendance latine de créer une Société des Nations entre pays alliés). C'est à cette fin que visent les amendements proposant de :

Permettre l'augmentation ultérieure du Conseil;

Appeler à siéger au Conseil toute puissance intéressée, dans les questions à l'ordre du jour;

Faciliter l'entrée de nouveaux Membres dans la Société des Nations;

Adjoindre au Pacte une annexe où seront énumérés certains Etats neutres, appelés à faire partie de la Société des Nations en qualité de Membres originaires.

Le Président Wilson, de son côté, propose de permettre à tout Etat de se retirer de la Société des Nations; mais il ne soulève pas encore la question de la doctrine de Monroë.

Tous les amendements qui après discussion, ont été acceptés en principe, sont renvoyés pour étude à un troisième Comité de rédaction composé de lord Robert Cecil, de MM. Larnau et Venizelos et du Colonel House (que Mr. D. H. Miller remplace, en fait).

ACTION DU COMITÉ DE RÉDACTION. — A la vérité, ce Comité, où domine l'influence de Lord Robert Cecil, comprend très largement son rôle et met au point un projet partiellement refondu où les décisions, assez floues d'ailleurs, de la Commission, ne sont pas très strictement observées : pour préparer le travail de ce Comité, Mr. D. H. Miller rédige un nouveau projet conforme aux dernières délibérations prises; puis, prenant ce texte pour base, il discute avec Mr. Hurst un second projet Hurst et Miller (31 mars), sur lequel travaille le Comité de rédaction. Ce dernier tient trois

séances, les 1^{er} et 2 avril, et met sur pied un projet nouveau; il y adopte, notamment, certains amendements britanniques qui lui sont directement présentés et propose de rejeter un amendement japonais tendant à rendre absolu le moratoire de guerre (idée opposée à la thèse britannique, invariable sur ce point depuis le projet Phillimore).

Sur la demande de Mr Rublee, du Comité directeur de la Croix-Rouge Internationale, et après acceptation du Colonel House, un article sur la Croix-Rouge est inséré. Le 3 avril, Mr. D. H. Miller rédige un projet d'annexe au Pacte, très semblable au texte définitif. Le 5 avril, le Comité de rédaction remet son travail à la Commission.

DERNIÈRES SÉANCES DE LA COMMISSION DE L'HOTEL DE CRILLON. — Celle-ci tient ses 14^e et 15^e séances les 10 et 11 avril; elle examine, de nouveau, le projet qui lui est présenté, article par article, et l'accepte textuellement. Un nouvel article sur la doctrine de Monroë, proposé par le Président Wilson, y est inséré, malgré une vive opposition de M. Larnaude et les craintes que manifeste Mr. Wellington Koo au sujet des interventions des puissances étrangères en Chine. Genève est choisie comme siège de la Société, malgré la requête de M. Hymans en faveur de Bruxelles. L'amendement japonais sur l'égalité des races est de nouveau repoussé, sur le veto de Lord Robert Cecil, malgré une majorité de 11 voix sur 4 en sa faveur.

ÉTABLISSEMENT DU TEXTE FRANÇAIS. — Après ces dernières séances de la Commission, par accords directs entre Lord Robert Cecil, le Colonel House et Mr. D. H. Miller, d'une part, Sir Eric Drummond, est choisi comme premier Secrétaire Général de la Société des Nations; d'autre part, la Belgique, le Brésil, l'Espagne et la Grèce, sont appelées, en qualité de petites puissances, à siéger au Conseil. Le projet ainsi complété porte la date du 12 avril.

Sa mise au point en français est confiée à une Commission spéciale dont le travail n'est pas sans difficultés, particulièrement en ce qui concerne la traduction du

préambule, problème linguistique dont l'honneur de la solution revient à M. le professeur Rolland.

ADOPTION DU PACTE. — Le 28 avril, au cours de sa 5^e séance plénière, la Conférence de la Paix adopte définitivement le projet de Pacte déposé sur son bureau par sa première Commission. Ce projet, devenu le Pacte de la Société des Nations, est incorporé au Traité de Versailles, ainsi qu'aux Traités de Saint-Germain, de Trianon et de Sèvres, dont il constitue les 26 premiers articles.

TROISIÈME PARTIE

LES DIVERSES INFLUENCES AYANT CONTRIBUÉ A FORMER LE PACTE

Opposition entre les deux conceptions latine et anglo-saxonne de la Société des Nations

Le Pacte de la Société des Nations est spécifiquement anglo-saxon; l'analyse que nous en donnons, en appendice, le montre encore mieux que l'historique de sa formation que nous venons d'esquisser. La quasi-totalité des clauses est d'origine britannique ou américaine. Nous avons eu l'occasion d'indiquer brièvement quelques raisons de cette prédominance de la pensée anglo-saxonne sur celle des autres races, et spécialement sur la pensée française; raisons de circonstances, sans doute, mais qui n'auraient pu être effectives sans une raison de fond : l'opposition absolue entre la conception française de la Société des Nations, pratique et nette, et la conception anglo-saxonne, floue et imposant le minimum de contrainte aux Etats.

Pour bien comprendre l'importance fondamentale de cette opposition, il est nécessaire de reprendre le problème dans sa généralité.

LE PROBLÈME GÉNÉRAL DE SOCIÉTÉ DES NATIONS. — Les Nations en tant que groupements d'individus, sont indépendantes, souveraines et égales en droit; elles doivent demeurer telles sous peine de cesser d'être. Dans leurs rapports réciproques, par suite de leurs prétentions opposées, aucune puissance supérieure ne pouvant leur imposer une contrainte juridique, elles ont recours à la guerre pour décider de leur droit; elles sont d'autant moins retenues d'y recourir

que, chacune d'elles étant juges et partie de sa propre cause, ne manque jamais de se donner raison.. L'existence de la Nation implique donc fatalement l'état de guerre, situation intolérable aux individus, qu'il importe de modifier en substituant, à cet état de guerre, un état de droit.

Le fondement de cet état de droit peut résider, soit dans une alliance entre les Nations, ce qui entraîne nécessairement une abdication totale ou partielle de la souveraineté de chacune d'elles, au profit de la communauté, soit un Pacte conclu entre les Nations qui, tout en réglémentant toutes questions internationales, assure à chacune sa souveraineté, son indépendance et à toutes l'égalité en droit.

MATIÈRES D'UN PACTE INTERNATIONAL. — Quelles sont donc les questions internationales que ce Pacte doit résoudre? Ce sont :

Soit les rapports entre les individus et la Nation :

(Pacte de la S.D.N. : article 23, paragraphes a, b, c, et f, article 25.)

Soit les rapports entre les Nations elles-mêmes :

1° *Coopération internationale :*

a) *Organisation de la Société des Nations.*

(Pacte de la S.D.N. : articles 1 à 7, 20, 21 et 26.)

b) *Entr'aide internationale.*

(Pacte de la S.D.N. : articles 18, 19, 23 paragraphes d et e, article 24.)

2° *Abolition de la guerre :*

a) *Règlement des différends internationaux.*

(Pacte de la S.D.N. : articles 11 à 17.)

b) *Réduction des armements.*

(Pacte de la S.D.N. : articles 8 et 9.)

3° *Protection des Nations faibles et des peuples arriérés.* (Pacte de la S.D.N., Articles 10 et 22.)

Ceci posé, voyons comment Latins et Anglo-Saxons comprirent, en 1919, ce problème général de Société des Nations.

LA CONCEPTION LATINE. — Les Latins, principalement les Français et les Italiens, ayant beaucoup souffert de la dernière guerre et craignant le retour éven-

tuel de cette calamité sur leurs territoires, envisagèrent la Société des Nations comme un moyen de supprimer toute guerre. De mentalité positive et réaliste, ils cherchèrent par des moyens matériels (juridiques et militaires) à éliminer la guerre elle-même, beaucoup plus que l'esprit de guerre ; aussi, dans leurs projets de Pacte, donnèrent-ils un caractère obligatoire aux décisions prises à l'égard des Etats en conflit et sanctionnèrent-ils, en outre, ces décisions de façon très stricte. La Société des Nations, telle qu'ils la conçurent, eut le caractère d'une alliance défensive, aux rouages minutieusement et définitivement réglés d'avance.

LA CONCEPTION ANGLO-SAXONNE. — Les Anglo-Saxons envisagèrent, au contraire, la Société des Nations beaucoup plus comme un organe de coopération internationale que comme un moyen d'abolir la guerre. En idéalistes, ils cherchèrent à éliminer la guerre en développant un esprit d'entente et de paix entre les Nations, plutôt qu'en contraignant celles-ci par des moyens matériels ; la seule contrainte qu'ils voulurent jamais accepter fut la sanction de l'opinion publique. Dans la tradition du « wait and see » anglais, leurs projets étaient suffisamment flous pour laisser le champ libre à toutes modifications ultérieures. (Cf. les paroles de Lord Robert Cecil, note 1, page 22.)

Entre deux points de vue aussi opposés, il semble superflu de préciser que le second qui entamait moins la souveraineté des Nations, devait fatalement prendre le pas sur le premier ; en fait, il l'a si bien pris que le Pacte ne contient plus que quelques traces méconnaissables des idées latines, vestiges de la lutte sourde que se sont livrées les deux conceptions en présence.

Divergences de nuances dans les vues anglo-saxonnes

Mais nous ne devons pas considérer l'idéalisme anglo-saxon lui-même comme homogène ; il est tout en nuances. Nous avons déjà eu l'occasion de signaler certaines différences de tendances entre les Britanniques et les Américains.

Les premiers, sachant tempérer leur idéalisme même par un sens pratique très aigu, avouèrent, par exemple, dans le rapport Phillimore, que les nécessités de l'Empire Britannique devaient prévaloir sur le supplément de garantie de paix qu'aurait procuré l'adoption du vote à la majorité au sein de la Conférence des Etats, Membres de la Société des Nations; ils surent écarter des discussions toutes questions gênantes, telles que celles de la liberté des mers ou de l'égalité des races, et firent accepter les Dominions comme Membres de la Société des Nations, etc...

Les seconds, tout au moins ceux qui firent le Pacte, furent moins opportunistes; ils le furent même peut-être trop peu, puisqu'ils furent désavoués par leurs concitoyens.

L'OPINION DE LORD ROBER CECIL. — Les deux plus importantes personnalités britanniques qui participèrent à la formation du Pacte : Lord Robert Cecil et le Général Smuts, montrèrent elles-mêmes des opinions assez différentes.

Celui-là fut surtout un « conservateur », voulant l'hégémonie des grandes puissances au sein de la Société, s'appliquant à faire disparaître toute atteinte à la souveraineté des Etats et doutant de la possibilité pratique de la garantie d'intégrité territoriale.

L'OPINION DU GÉNÉRAL SMUTS. — Celui-ci, au contraire, favorable aux tendances avancées et aux idées nouvelles, fut le plus « à gauche » des membres de la Commission de l'hôtel de Crillon et eût peut-être participé à la création d'une Société des Peuples plus volontiers qu'à celle d'une Société des Nations.

LES OPINIONS AMÉRICAINES. — Parmi les Américains, des tendances plus diverses encore se firent jour :

Les uns, tels que le Sénateur Lodge et W.-J. Bryan, furent toujours hostiles à l'idée de Société des Nations et, se prévalant de la doctrine de Monroë et du discours d'adieu de Washington, finirent, quelques mois après, par faire repousser la ratification du Traité de

Versailles et refuser l'entrée des Etats-Unis dans la Société des Nations.

D'autres, tels que Mr. Robert Lansing ou D.-H. Miller, tout en acceptant la Société des Nations, n'entendirent pas que les Etats-Unis y sacrifiasent leurs intérêts immédiats; mentalité, en l'espèce, assez britannique.

D'autres, tels que le Président Taft ou le Sénateur Hitchcock, étaient favorables au Pacte, sous réserve toutefois de son amendement sur les points où il pouvait entrer en conflit avec les idées nationales américaines.

Enfin, certains, dont le Président Roosevelt et le Sénateur Elihu Root, assez proches du point de vue français, désiraient une Société des Nations capable d'imposer un règlement pacifique pour tout différend international et un contrôle des armements nationaux.

L'OPINION DU PRÉSIDENT WILSON. — Bien qu'il soit assez difficile d'affecter au Président Wilson une étiquette nette, il conviendrait plutôt de le ranger dans la nuance Taft-Hitchcock. En véritable théoricien, il resta toujours dans le domaine des idées; et cependant, point fort curieux, ces idées lui ont été si peu originales que l'on peut affirmer avec Mr. Ray Stannard Baker (1) que le Président Wilson n'a rien apporté en propre à la Société des Nations. Il s'est simplement contenté de mettre au point les vues des autres, de vouloir et d'agir.

En effet, de ses trois projets, le premier n'est qu'une mise au point du projet House, le second un composé direct du premier et du projet Smuts, et le troisième, une copie du second, complété de certaines vues de Mr. Robert Lansing. Quant à ses idées directives sur la Société des Nations, idées qu'il défendit envers et contre tous pour en faire la substance du Pacte et qui, de 1916 à 1919, émaillèrent tous les textes officiels ou offi-

(1) One fact arises above all others, in studying these interesting documents, practically nothing — not a single idea — in the Covenant of the League was original with the President. His relation to it, was mainly that of editor or compiler, selecting or rejecting, recasting or combining the projects that came in to him from other sources. He had two great central and basic convictions: that a League was necessary; that it must be brought into immediate existence. In voicing these, he felt himself only a mouthpiece of the people of the world. (*Ray Stannard Baker. Woodrow Wilson and world settlement, page 214.*)

cieux émanant de lui-même : discours, notes diplomatiques, messages au Congrès, projets de Société des Nations, etc..., c'est de l'*Essai de Kant sur la Paix Perpétuelle* qu'il les a tirées, ainsi que M. César Chabrun l'a signalé le premier (1).

**L' « Essai sur la Paix Perpétuelle » de Kant,
fondement de la pensée wilsonienne et du Pacte**

Rien ne montre mieux la filiation existant à travers les textes wilsoniens, entre l' « *Essai sur la Paix Perpétuelle* » et le Pacte que de relever synoptiquement leurs points communs :

**Essai philosophique
sur la Paix Per-
pétuelle de Kant**

**Pensée
Wilsonienne**

**Pacte
de la Société
des Nations**

Première Section. Premier des 14 Article 18. — Tout
— *Article premier.* Points Wilson : Des traité ou engagement
— Nul traité de conventions de paix international conclu
paix ne peut mériter publiques, publique- à l'avenir par un
ce nom s'il contient ment préparées après Membre de la So-
des réserves secrètes quoi il n'y aura ciété, devra être im-
qui permettent de re- plus d'ententes se- médiatement enre-
commencer la guerre- crètes d'aucune sorte gistré par le Secrè-
re. entre Nations, mais taire et publié par

Appendice II. — la diplomatie pro- lui aussitôt que pos-
Forme essentielle de- cédera toujours sible. Aucun de ces
la justice : la publi- franchement et au vu traités ou engage-
cité. de tous (Message au ments internatio-
Congrès, 8 janvier naux ne sera obliga-
1918). toire avant d'avoir
été enregistré.

Tous accords et
traités internatio-
naux de quelque
sorte qu'ils soient,
devront être portés
intégralement à la
connaissance du res-
te du monde.

(Discours pour l'ou-
verture de la cam-
pagne du 4^e em-
prunt de la Liber-
té, 27 septembre
1918.)

(1) " Kant et M. Wilson ", par M. César Chabrun. (*Revue des Deux Mondes*, du 15 février 1917.)

**Essai philosophique
sur la Paix Per-
pétuelle de Kant**

**Pensée
Wilsonienne**

**Pacte
de la Société
des Nations**

Première Section.
— *Article 3.* — Les armées permanentes doivent entièrement disparaître avec le temps.

4^e des 14 Points
Wilson. — Echange de garanties suffisantes que les armements de chaque pays seront réduits au minimum compatible avec sa sécurité intérieure.
(Message au Congrès du 8 juillet 1918.)

Article 8. — Les Membres de la Société reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune.

Première section.
— *Article 5.* — Aucun Etat ne doit s'ingérer de force dans la constitution, ni dans le gouvernement d'un autre.

14^e des 14 Points
Wilson. — ... Elle (La S. D. N.) aura pour objet de donner des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux petits Etats comme aux grands.
(Message au Congrès du 8 juillet 1918.)
Trois projets Wilson : *Article 3.* —

Article 10. — Les Membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente des Etats Membres de la Société.

Première Section.
(*in fine*). — Nécessité de tempérer l'application de certaines prescriptions, selon les circonstances.

Concessions faites aux réalités sur la doctrine idéale (Reconnaissance des traités secrets conclus entre Alliés pendant la guerre. Annexion pure et simple de certaines colonies allemandes. Règlement de la question du Shantoung. Suppression de l'interdiction du service militaire obligatoire, etc.).

Article 19. — L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les Membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables ainsi que des situations territoriales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde.

Deuxième Section.
— *Article premier.* — La Constitution civile de chaque Etat doit être républicaine.

Admission à la Société des Nations des seuls Etats qui se gouvernent librement.
(Amendement pré-

Article premier. — ... Tout Etat, Dominion ou Colonie qui se gouverne librement et qui n'est pas désigné dans l'An-

**Essai philosophique
sur la Paix Per-
pétuelle de Kant**

**Pensée
Wilsonienne**

**Pacte
de la Société
des Nations**

senté par le Pré- nexé peut devenir
sident Wilson à la Membre de la So-
3^e séance de la ciété...
Commission de
l'hôtel de Crillon.)

Deuxième Section. 14^e des 14 Points *Préambule.* — Les
— Article 2. — Le Wilson. — Une So- Hautes Parties Con-
droit international ciété générale des tractantes :
doit être fondé sur Nations devra être Considérant que
une Fédération d'E- constituée en vertu pour développer la
tats libres. de conventions ult- coopération entre les
rieures... Nations et pour leur
(Message au Congrès garantir la Paix et la
du 8 juillet 1918.) sûreté, il importe,

d'accepter certai-
nes obligations de ne
pas recourir à la
guerre,

d'entretenir au
grand jour des rela-
tions internationales
fondées sur la justice
et sur l'honneur,

d'observer rigou-
reusement les pres-
criptions du droit
international, recon-
nues désormais comme
règle de conduite
effective entre les
Gouvernements,

de faire régner la
justice et de respec-
ter scrupuleusement
toutes les obligations
des Traités dans les
rapports mutuels des
peuples organisés,

Adoptent le pré-
sent Pacte qui insti-
tue la Société des Na-
tions.

**INFLUENCE DE KANT SUR LE PRÉSIDENT WIL-
SON.** — L'influence de Kant sur l'esprit du Président
Wilson fut très forte :

Kant, dans son Essai, à propos de la prétendue oppo-
sition entre la morale et la Politique, distingue le « *poli-
tique moral* » du « *moraliste politique* ». Le premier

est l'homme d'Etat « *qui, pour résoudre des problèmes proposés à la raison pratique, agit conformément au principe formel, c'est-à-dire à la condition sous laquelle la liberté peut s'exercer au dehors* », autrement dit, le politique moral agit et pense dans la seule vue du devoir, en faisant tous ses efforts pour éviter de composer avec les contingences matérielles. Le second, au contraire, est l'homme d'Etat qui, dans les mêmes conditions, agit conformément au principe matériel, par exemple, conformément à l'avantage et au bonheur qui résulteront de l'action, objet de sa volonté.

Le Président Wilson, placé dans des circonstances favorables, s'est efforcé d'être, et fut, en fait, le « *politique moral* » kantien par excellence. Il eut le pouvoir d'imposer le Pacte, texte consacrant les idées philosophiques de son maître, du haut desquelles il parut en champion du droit et de la justice.

IDÉES DE KANT SUR L'ÉTABLISSEMENT DE LA PAIX. — Ces idées, qu'il fit siennes, peuvent être ainsi résumées :

Il n'y a opposition entre la Morale, considérée comme théorie du Droit, et la Politique, considérée comme pratique du Droit, qu'aux yeux des moralistes politiques qui subordonnent les règles morales aux nécessités politiques. Pour les politiques moraux, au contraire, les deux concepts Morale et Politique ne se rencontrent que pour s'unir.

C'est ainsi que le problème de la Paix Perpétuelle est, pour le moraliste politique, un problème technique qu'il ne pourra résoudre que par fragments, à force de manœuvres et de protocoles « *tous conclus avec la restriction mentale de leur violation* ». Pour la politique moral, au contraire, le problème est moral et sa solution « *évidente vient d'elle-même s'offrir à l'esprit, faisant rougir le moraliste politique de l'inutilité de ses manœuvres et conduisant au but par des progrès insensibles, sans violence et sans précipitation* ».

« *Cherchez premièrement le règne de la pure raison pratique et de la justice; et ce but (le bienfait de la Paix Perpétuelle) vous sera donné par surcroît. Car telle est la prérogative de la Morale, surtout en matière*

de droit public, que moins elle vise dans la pratique au but proposé, c'est-à-dire à l'avantage physique ou moral qu'on a en vue, et plus directement elle y conduit. Car en fait, c'est la volonté générale, réglée à priori, qui détermine ce qui est de droit, soit pour un même peuple, soit dans les relations de peuples entre eux. Or, pourvu qu'on reste d'accord avec soi-même dans la pratique, cette unité des volontés de tous peut en même temps produire l'effet désiré d'après le mécanisme de la nature et pourvoir à la réalisation du droit. »

Pour l'établissement de la Paix Perpétuelle entre les Nations, d'après Kant, ce n'est donc pas le bienfait immédiat de la paix qu'il convient de rechercher, c'est la satisfaction des exigences de la pure raison pratique et l'avènement du règne de la justice et, à cet effet, il faut conclure une alliance pacifique entre les Nations. Pour y arriver, il est nécessaire, au préalable, de former une volonté commune en faveur de la paix, puis de l'établir en droit entre les peuples. Effectivement, la justice n'étant pas d'essence matérielle, ce ne seront pas les phrases les plus belles et les plus sacramentelles, même contresignées par les représentants de tous les Etats qui pourront en assurer le règne sur la terre. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est de nous rapprocher de ce règne, en en greffant le désir au cœur de chacun et en créant un état de droit qui rende la paix juridiquement possible entre les Nations.

RÉALISATION PRATIQUE DES IDÉES DE KANT PAR LE PRÉSIDENT WILSON. — En résumé, l'enseignement de Kant au Président Wilson est le suivant : l'instauration de la paix perpétuelle, commandée par la raison pratique, exige la formation d'une Société des Nations; dans cet ordre d'idées, il faut, avant tout, sans brusquer l'ordre des choses existantes, mais tout en restant en accord avec les idées, d'une part, convertir les cœurs et les grouper tous dans un commun désir de cette Société des Nations; d'autre part, satisfaire les esprits en fondant cette dernière en droit au moyen d'un texte. Ce texte : le Pacte, tire de cette doctrine un double caractère juridique et moral :

Au point de vue juridique, il y est pour la première

fois reconnu que l'exercice par une Nation d'une souveraineté illimitée peut constituer un abus de nature à léser la souveraineté des autres Nations. Il y est donc imposé, aux Etats signataires, certaines obligations : enregistrement des traités, participation aux travaux et aux frais de la Société, etc..., certaines restrictions : procédure de règlement des conflits internationaux, etc... et créé certains devoirs : réduction des armements, entraide internationale, mandats, etc...

Au point de vue moral, le Pacte constitue une limitation aux possibilités d'action des Nations. De la même façon que toute règle d'action impose aux individus un renoncement plus ou moins complet sous la forme d'un devoir, le Pacte crée, pour la première fois, une règle morale à l'usage des Nations, limite de leurs droits jusque-là sans bornes, et seuil de leurs devoirs. La double sanction, indiquée par Kant, à cette règle morale, réside, d'une part, dans chaque individu, en qui doivent être, au préalable, développés les principes de la raison pratique et le désir de la justice, d'autre part, dans l'opinion publique, conscience de l'ensemble des individus.

C'est dans ces vues que le Président Wilson tendit toute son activité diplomatique et politique, de 1916 à 1919 : adhésion à la League to enforce Peace, notes, discours, adresses, messages, entrée en guerre des Etats-Unis, élaboration de projets de Pacte, action personnelle à la Conférence de la Paix, tentative de regroupement autour de ses idées de l'opinion américaine en février-mars 1919, création de la Société des Nations, campagne de discours en faveur de l'entrée des Etats-Unis dans la Société des Nations et de la ratification du Traité de Versailles par le Congrès, etc...

Dans cette lutte de trois ans, il s'appliqua d'abord, selon les conseils de son maître, à attiser au cœur de chacun le désir de la paix universelle par l'établissement d'une Société des Nations; puis, à Paris, aux prises avec des moralistes politiques, ou même, de simples politiques, il réussit à imposer le Pacte, nouvel état de droit international, et à l'imposer en tête du Traité de Paix.

On peut comprendre maintenant combien il était difficile de donner satisfaction aux demandes françaises,

en mentionnant en exergue d'un document semblable, tout en puissance, l'œuvre des Conférences de La Haye, ou même les responsabilités de la guerre de 1914-18. Contrairement à ce qu'ont pensé la plupart des auteurs, le Président Wilson ne tint peut-être pas tant à l'insertion du Pacte dans le Traité pour assurer l'existence de la Société des Nations que pour assurer, au contraire, celle de la paix de justice pour laquelle il lutta; à cet égard, tous les traités signés en 1919 et 1920 pourraient devenir caduques, leurs 26 premiers articles et, partant, la Société des Nations, n'en continueraient pas moins à subsister en droit.

FONDEMENT RELIGIEUX DES IDÉES DE KANT ET DE LA PENSÉE ANGLO-SAXONNE. — Nous venons de mettre en lumière le côté juridique et moral du Pacte, son caractère philosophique, pour ainsi dire; mais il est d'une essence plus profonde encore :

On ne peut pas ne pas être frappé de la démarcation de l'Evangile (1), dans la phrase suivante de Kant :

« Cherchez premièrement le règne de la pure raison pratique et de la justice, votre but (le bienfait de la Paix Perpétuelle) vous sera donné par surcroît. »

Ce n'est pas un philosophe qui parle ici, c'est un théologien luthérien. Ce luthérianisme est, en fait, au fond même de la Critique de la Raison Pratique et, par suite, des idées de Kant sur la Paix Perpétuelle; il est fort possible que ce soit lui qui ait contribué à ancrer si fortement ces idées dans l'âme religieuse du Président Wilson.

Nous tenons là l'explication de la communauté de pensée entre les Américains, les Britanniques et les Scandinaves; tous de culture luthérienne, ils ne pouvaient manquer d'avoir des vues semblables sur ce problème d'ordre finalement métaphysique, et, par suite, devaient nécessairement arriver à s'entendre.

(1) " Car ce sont les Nations du monde qui s'inquiètent de toutes ces choses. Mais votre Père sait que vous en avez besoin. Cherchez premièrement le royaume de Dieu et sa justice et tout cela vous sera donné par surcroît." (Saint Luc, XII, 30 et 31.)

Qu'opposèrent les Latins à des idées ainsi cimentées par leur côté religieux? Certains des vues et des désirs purement contingents, d'autres un scepticisme assez voltairien; autant dire rien. La lutte entre les deux pensées n'était pas égale; elle n'aurait pu l'être qu'autant que les Latins, renouant leurs traditions historiques, eussent également cherché un appui religieux en adoptant, en l'espèce, le point de vue catholique. Ce point de vue existait: le Pape s'était adressé, le 1^{er} août 1917, aux chefs des peuples belligérants pour leur demander l'oubli de leurs torts réciproques, et la conclusion d'une paix basée sur le désarmement général, sur l'institution de l'arbitrage obligatoire, sur la liberté des mers et sur la remise de toutes les dettes de guerre.

En fait, les Latins, bien incapables de s'entendre entre eux sur ces bases, conservèrent des points de vue divers, tous terre-à-terre, qui ne purent tenir devant la force des idées anglo-saxonnes. Aussi le caractère du Pacte est-il luthérien; ainsi d'ailleurs que le Traité de Versailles, fait déjà souvent signalé.

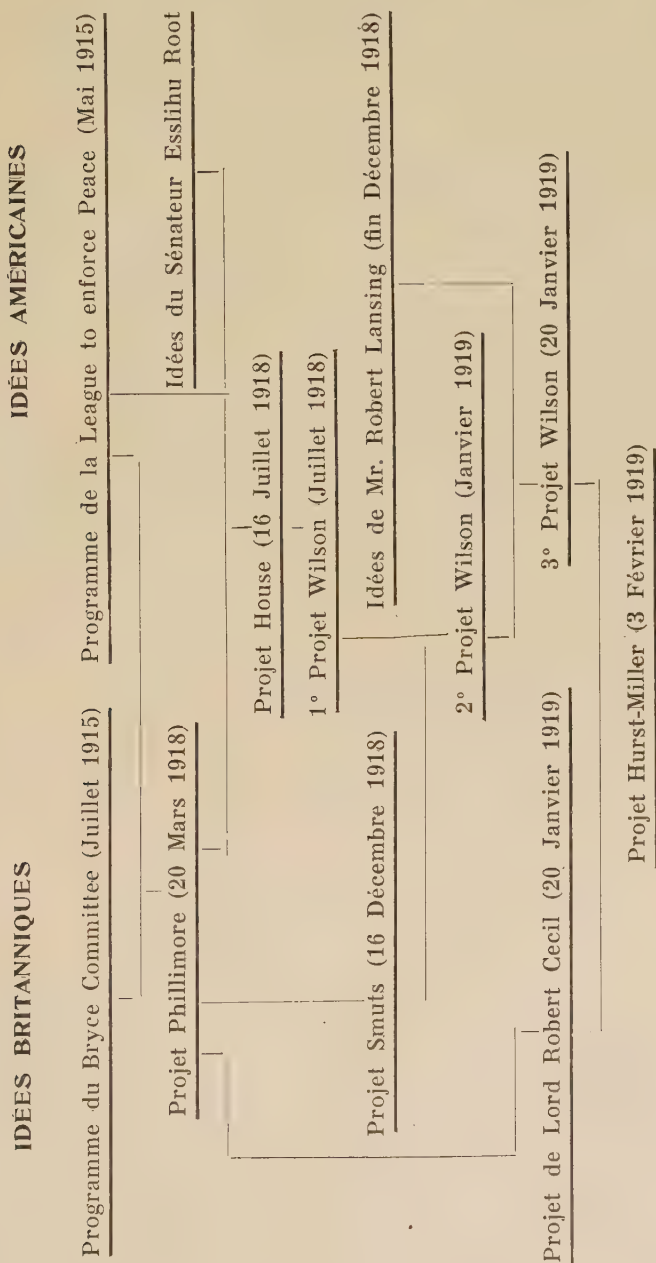
LA VICTOIRE DU PRÉSIDENT WILSON. — Le Président Wilson, par contre, n'arriva à un résultat qu'en s'élevant fort au-dessus des contingences matérielles. Il ne put le faire sans se séparer partiellement de la commune mentalité de ses compatriotes qui lui montrèrent qu'un pays à constitution républicaine, encore que répondant à l'idéal politique de Kant, est aussi, par excellence, un pays à idées moyennes, porté à étouffer et à abattre les personnalités trop puissantes.

Réussit-il? D'un point de vue immédiat, on serait peut-être tenté de répondre oui, en-deçà de l'Atlantique, et non au-delà. D'un point de vue moral, nous ne devons pas hésiter à répondre affirmativement; non pas en raison du but atteint, mais en raison de l'effort fourni. Sa vraie réussite n'est pas dans la rédaction du Pacte et dans l'existence de la Société des Nations, mais dans la lutte qu'il a péniblement et âprement soutenue pour l'avènement de la paix et le règne de la jus-

tice. C'est cette lutte qui est féconde, car : « *telle est, dit Kant, la nature essentielle du mal moral que la contradiction de vues qui se rencontre entre ses partisans le détruit insensiblement, et que, s'anéantissant lui-même, il fait peu à peu place au principe du bien moral.* »

PREMIER APPENDICE

Shéma représentant, *grosso modo*, les échanges d'idées
britanniques et américaines aboutissant au projet
Hurst-Miller.



NOTA. — L'ouvrage de M. Ray Stannard Baker : " *Woodrow Wilson and World Settlement* " contient (page 215) un schéma analogue.

SECOND APPENDICE

ANALYSE DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

TEXTÉ DU PACTE

OBSERVATIONS

PRÉAMBULE

Les Hautes Parties Con-
tractantes,

Considérant que, pour
développer la coopéra-
tion entre les Nations et

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS ⁽¹⁾ :

3, 5, 6 et tous les suivants.

(1) Sous les rubriques « PROJETS SUCCESSIFS » sont énumérés les différents projets de pacte (avec indication de l'article et du paragraphe) où chaque stipulation du pacte a successivement figuré.

Les textes originaux anglais de ces projets de pacte, numérotés ci-après chronologiquement de 1 à 14 figurent au volume II de l'ouvrage de Mr David Hunter Miller : *"The drafting of the Covenant"* aux pages et numéros suivants :

Références du volume II de
"The drafting of the Covenant"
de Mr David Hunter Miller.

1. Projet Phillimore (20 Mars 1918)	Page	3	Document N°	I
2. Projet House (16 Juillet 1918) ..	—	7	—	II
3. Premier projet Wilson (fin juillet 1918)	—	12	—	III
4. Projet Smuts (16 Décembre 1918)	—	23	—	V
5. Second projet Wilson (10 Janvier 1919)	—	65	—	VII
6. Troisième projet Wilson (20 Janvier 1919)	—	98	—	IX
7. Projet Robert Cecil (20 Janvier 1919)	—	106	—	X
8. Projet Cecil-Miller (27 Janvier 1919)	—	131	—	XII
9. Projet Hurst-Miller (2 Février 1919)	—	231	—	XIX
10. Projet du 14 Février 1919 (après la 10 ^e réunion de la Commission de l'Hôtel de Crillon)	—	327	—	XIX
11. Projet du 18 Mars 1919 (Wilson-Cecil)	—	580	—	XXIV
12. Projet du 26 Mars 1919 (après la 13 ^e réunion de la Commission de l'Hôtel de Crillon)	—	648	—	XXVII
13. Projet du 31 Mars 1919 (Hurst-Miller)	—	658	—	XXVIII
14. Projet du dernier comité de rédaction (5 Avril 1919)	—	672	—	XXX

pour leur garantir la paix et la sûreté, il importe d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre.

d'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et l'honneur,

d'observer rigoureusement les prescriptions du droit international, reconnues désormais comme règle de conduite effective des Gouvernements,

de faire régner la justice et de respecter scrupuleusement toutes les obligations des Traités dans les rapports mutuels des peuples organisés.

Adoptent le présent Pacte qui institue la Société des Nations.

L'expression « les Hautes Parties Contractantes », employée pour la première fois dans le projet Robert Cecil (20 janvier 1919) (7), a été introduite sur intervention de Lord Robert Cecil à la 11^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (22 mars 1919). L'expression « pour développer la coopération internationale » n'a figuré dans les projets successifs, qu'à partir du troisième projet Wilson (20 janvier 1919) (6).

L'expression « d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre » n'a figuré, dans les projets successifs, qu'à partir du projet Hurst-Miller (2 février 1919) (9), dans lequel elle a été introduite par Mr. D. H. Miller, sur la demande du Colonel House.

— La forme du texte français de ce préambule a pour auteur M. le professeur Rolland (Comité de rédaction définitive du texte français.)

ARTICLE PREMIER

Sont Membres originaires de la Société des Nations, ceux des Signataires dont les noms figurent dans l'Annexe au présent Pacte

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

11 art. 7, 12 art. 7 par. 1,
13 art. 1, 14 art. 1 par. 1.

L'idée d'une Annexe au pacte pour énumérer les Etats Membres de la Société des Nations, a été présentée par Lord Robert Cecil à la

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

Commission de l'Hôtel de Crillon, successivement à la 9^e (13 février 1919) et à la 11^e séance (22 mars 1919).

— ainsi que les Etats également nommés dans l'Annexe, qui auront accédé au présent Pacte

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

12 art. 7 par. 1, 13 art. 1, 14 art. 1 par. 1.

Adjonction à l'amendement proposé par Lord Robert Cecil, apportée par le Président Wilson, après une discussion générale au cours de la 11^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (22 mars 1919).

— sans aucune réserve par une déclaration déposée au Secrétariat, dans les deux mois de l'entrée en vigueur du Pacte et dont notification sera faite aux autres Membres de la Société.

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

13 art. 26 par. 1, 14 art. 1 par. 2.

Stipulation introduite par Mr. D. H. Miller, chargé de soumettre un texte au troisième Comité de rédaction, à la suite de la discussion générale de la 11^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (22 mars 1919).

— Tout Etat, Dominion ou Colonie qui se gouverne librement

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

5 et 6 art. 12, 10 art. 7 par. 1, 11 art. 7, 10 art. 7 par. 2, 13 art. 26 par. 2, 14 art. 1 par. 3.

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

Introduit par le Président Wilson lors de la 3^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (5 février 1919).

Lord Robert Cecil a fait ajouter le mot « Dominion » par le troisième comité de rédaction.

— et qui n'est pas désigné dans l'Annexe

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

13 art. 26 par. 2, 14 art. 7 par. 2.

Stipulation introduite par Mr. D. H. Miller en même temps que la fin du paragraphe 1 ci-dessus.

— peut devenir Membre de la Société si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée,

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

5 art. 12, 6 art. 12, 8 art. 12, 9 art. 6 par. 1, 10 art. 7 par. 1, 11 art. 7, 12 art. 7 par. 2, 13 art. 26 par. 2, 14 art. 1 par. 3.

La quotité des 2/3 a été maintenue, malgré les propositions faites par le Président Wilson à la 11^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (22 mars 1919) et par Lord Robert Cecil à la 13^e séance de cette Commission (26 mars 1919, en vue d'admettre le vote de l'Assemblée à la majorité simple, sur ce point.

— pourvu qu'il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux

Provenance française.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 7 par. 2, 11 art. 7, 12 art. 7 par. 2, 13 art. 26 par. 2, 14 art. 1 par. 3.

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

Introduit par le second Comité de rédaction à la suite du troisième amendement déposé par Léon Bourgeois à la 8^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (11 février 1919).

— et qu'il accepte le règlement établi par la Société, en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals et aériens.

Provenance

anglo-saxonne.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 8, 5 art. 4 par. 1, 6 art. 4 par. 1, 8 art. 4 par. 1, 9 art. 6 par. 2, 10 art. 7 par. 2, 11 art. 7, 12 art. 7, par. 2, 13 art. 26 par. 2, 14 art. 1 par. 3.

Obligation [(apparaissant pour la première fois dans le projet Smuts (14 décembre 1918 (4))] imposée d'abord aux nouveaux Etats provenant du démembrement des Empires Centraux et demandant à faire partie de la Société des Nations.

Stipulation reprise par le Président Wilson pour son second projet (10 janvier 1919 (5)). Le Major-Général T.-H. Bliss dans une critique de ce dernier projet (14 janvier 1919), demanda que cette obligation soit étendue à tous les Etats entrant dans la Société des Nations.

— Tout membre de la Société peut, après un préavis de deux ans, se retirer de la Société, à la condition d'avoir rempli

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

12 art. 24 par. 2, 13 art. 24 par. 2, 14 art. 1 par. 4.

TEXTE DU PACTE

à ce moment toutes ses obligations internationales, y compris celles du présent Pacte.

OBSERVATIONS

Proposé par le Président Wilson au cours de la 13^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (26 mars 1919) à la suite de critiques faites au projet du 14 février 1919 (10), notamment par MM. Elihu Root, Hitchcock (Etats-Unis), Sir Robert Borden (Canada), etc.

ARTICLE 2

— L'action de la Société, telle qu'elle est définie dans le présent Pacte, s'exerce par une Assemblée et par un Conseil, assistés d'un Secrétariat permanent.

Provenance

anglo-saxonne.

PROJETS SUCCESSIFS :

4 art. 11, 5 art. 2, 6 art. 2, 7 art. 4 et 5, 8 art. 1 et 2, 9 art. 2, 3 et 4, 10 art. 1, 11 art. 1, 12 art. 1, 3 art. 2, 14 art. 2.

Le projet français (8 juin 1918), prévoyait comme organes de la Société des Nations un conseil international (Assemblée) et une Délégation Permanente (Conseil). De même les projets Italien, Scandinave et Suisse. Les premiers projets prévoyant une Assemblée, un Conseil et un Secrétariat permanent comme organes de la Société des Nations sont ceux du Général Smuts (16 décembre 1918) (4) et de Mr. Robert Lansing (20 décembre 1918). Le texte Anglais est sensiblement celui qui a été indiqué par Sir Robert Borden dans ses critiques au projet du 14 février 1919.

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

ARTICLE 3

— L'Assemblée se compose de Représentants des Membres de la Société.

Provenance universelle.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 2, 11 art. 2, 12 art. 2, 13 art. 3 par. 1, 14 art. 3 par. 1.

Stipulation introduite par le premier Comité de rédaction à la suite d'un amendement proposé par Lord Robert Cecil à la 2^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (4 février 1919).

— Elle se réunit à des époques fixées

**Provenance
anglo-saxonne.**

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 2, 11 art. 2, 12 art. 2, 13 art. 3 par. 2, 14 art. 3 par. 2.

Idée, existant dans projet Smuts (4 art. 11), introduite par amendement déposé par le Président Wilson, lors de la 2^e séance de la Commission de l'hôtel de Crillon (4 février 1919).

— et à tout autre moment si les circonstances le demandent,

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 art. 4, 9 art. 2 par. 1, 10 art. 2, 11 art. 2, 11 art. 2, 12 art. 2, 13 art. 3 par. 2, 11 art. 3 par. 2.

— au siège de la Société ou en tel autre endroit qui pourra être désigné.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 5, 2 art. 6, 3 art. 1, 5 art. 1, 6 art. 1, 8 art. 1 par. 1, 9 art. 2 par. 2, 10 art. 2, 11 art. 2, 12 art. 2, 13 art. 3 par. 2, 14 art. 3 par. 2.

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

— L'Assemblée connaît de toute question qui rentre dans la sphère d'activité de la Société.

— ou qui affecte la paix du monde.

— Chaque Membre de la Société ne peut compter plus de trois Représentants dans l'Assemblée et ne dispose que d'une voix.

Provenance universelle.

PROJETS SUCCESSIFS :

8 art. 2 par. 2, 9 art. 2 par. 1, 10 art. 2, 11 art. 2, 12 art. 2, 13 art. 3 par. 3, 14 art. 3, par. 3.

Provenance

anglo-saxonne.

PROJETS SUCCESSIFS :

13 art. 3 par. 3, 14 art. 3 par. 3.

Introduit par Mr. Hurst au troisième Comité de rédaction pour équilibrer les rôles de l'Assemblée et du Conseil [critique faite par W. M. Hughes (Australie) et J. W. Davis (Etats-Unis)].

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 2, 11 art. 2, 12 art. 2, 13 art. 3, 3 par. 4, 14 art. 3, par. 4.

Les second et troisième projets du Président Wilson prévoyaient pour chaque Etat, un représentant ordinaire et un extraordinaire (5 et 6 art. 1 par. 3).

Le projet Hurst-Miller en prévoyait 2 par Etat (9 art. 1 par. 2); chiffre qu'un amendement, déposé, par Lord Robert Cecil à la 2^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (4 fév. 1919) fit supprimer. Le texte actuel a été adopté à la suite d'une discussion provoquée, au cours de la 9^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (13 février 1919), par une proposition du Général Smuts tendant à créer une assemblée représentative.

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

ARTICLE 4

Le Conseil se compose des Représentants des Principales Puissances alliées ou associées,

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

4 art. 1, par. 2, 5 art. 2 par. 2, 6 art. 2 par. 2, 7 art. 5 par. 1, 8 art. 1 par. 3, 9 art. 3, par. 2, 10 art. 3 par. 1, 11 art. 3 par. 1, 12 art. 3 par. 1, 13 art. 4 par. 1, 14 art. 4 par. 1.

Jusqu'au projet du troisième Comité de rédaction (14) (5 avril 1919), les Principales Puissances alliées étaient énumérées. Le 5 mai 1919, le Conseil des 3 (Clemenceau, Wilson, Lloyd George) adopta le texte définitif dans la pensée qu'il valait mieux ne pas nommer l'Italie dont on craignait le refus de signer le Traité de Paix.

— ainsi que les Représentants de quatre autres Membres de la Société.

Provenance petites puissances (belge et brésilienne).

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 3 par. 1, 11 art. 3 par. 1, 12 art. 3 par. 1, 13 art. 4 par. 1, 14 art. 4 par. 1.

Le projet Smuts (4 art. 12) et après lui les second et troisième projets Wilson (5 et 6 art. 2 par. 2) prévoyaient que des petites puissances pouvaient avoir des représentants au Conseil, même si elles n'étaient pas directement intéressées aux questions discutées. Le nombre de ces représentants fut discuté à la 2^e (4 février 1919), 3^e (5 février

TEXTE DU PACTE

— Ces quatre Membres sont désignés librement par l'Assemblée et aux époques qu'il lui plaira de choisir.

— Jusqu'à la première désignation par l'Assemblée, les Représentants de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne et de la Grèce sont Membres du Conseil.

OBSERVATIONS

1919) et 9^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (13 février 1919); discussion entre les représentants des petites puissances d'une part : MM. Hymans (Belgique), Vesnitch (Yougo-Slavie), Koo (Chine), Pessoa (Brésil), Reis (Portugal), Venizelos (Grèce), soutenus par MM. Léon Bourgeois (France) et Orlando (Italie), contre Lord Robert Cecil (Grande-Bretagne) qui finit par accepter le chiffre de quatre.

Provenance petites puissances (belge et brésilienne).

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 3 par. 1, 11 art. 3 par. 1, 12 art. 3 par. 1, 13 art. 4 par. 1, 14 art. 4 par. 1.

M. Pessoa (Brésil), obtint à la 9^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (13 février 1919) que l'Assemblée désignerait non les représentants des petites puissances, mais seulement ces petites puissances, qui, comme les grandes seraient libres de choisir leurs représentants à l'Assemblée.

Provenance anglo-saxonne.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 3 par. 1, 11 art. 3 par. 1, 12 art. 3 par. 1, 13 art. 4, par. 1, 14 art. 4 par. 1.

Texte proposé par M. Orlando (Italie) à la 3^e séance de la Commission de

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

l'Hôtel de Crillon (5 février 1919). Les quatre Etats figurant au pacte furent choisis par accord direct entre Lord Robert Cecil et Mr. D. H. Miller, accord qui fut approuvé par le Président Wilson et qu'il proposa à la 5^e séance plénière de la Conférence de la Paix (28 avril 1919).

— Avec l'approbation de la majorité de l'Assemblée, le Conseil peut désigner d'autres Membres de la Société dont la représentation sera désormais permanente au Conseil.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

11 art. 3 par. 2, 12 art. 3 par. 2, 13 art. 4 par. 2, 14 art. 4 par. 2.

Amendement proposé par Lord Robert Cecil au Président Wilson, le 18 mars 1919 et au cours de la 11^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (22 mars 1919.)

— Il peut, avec la même approbation, augmenter le nombre des Membres de la Société qui seront choisis par l'Assemblée pour être représentés au Conseil.

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

13 art. 4 par. 2, 14 art. 4 par. 2.

Rédigé par Mr. D.-H. Miller pour le troisième Comité de rédaction.

— Le Conseil se réunit quand les circonstances le demandent, et au moins une fois par an, au siège de la Société ou en tel autre lieu qui pourra être désigné.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

4 art. 13, 7 art. 5, chap. I, 8 art. 1 par. 1, 9 art. 3 par. 1, 10 art. 3 par. 3, 11 art. 3 par. 3, 12 art. 3 par. 3, 13 art. 4 par. 3, 13 art. 4 par. 3.

Le principe des réunions périodiques du Conseil se

TEXTE DU PACTE

— Le Conseil connaît de toute question rentrant dans la sphère d'activité de la Société ou affectant la paix du monde.

— Tout Membre de la Société qui n'est pas représenté au Conseil est invité à y envoyer siéger un Représentant lorsqu'une question qui l'intéresse particulièrement est portée devant le Conseil.

— Chaque Membre de la Société représenté au Conseil ne dispose que d'une voix et n'a qu'un représentant.

OBSERVATIONS

trouvait dans tous les projets britanniques depuis celui du Général Smuts; celui des réunions annuelles se trouvait dans le projet officiel britannique (7) et dans le projet Cecil-Miller (8) et fut compris dans un amendement proposé par M. Orlando (Italie) à la 3^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (5 février 1919).

Provenance

anglo-saxonne.

PROJETS SUCCESSIFS :

9 art. 3 par. 1, 10 art. 3 par. 2, 11 art. 3 par. 3 12 art. 3 par. 3, 13 art. 4 par. 4, 14 art. 4 par. 4.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 art. 7 par. 1, 8 art. 2 par. 4, 9 art. 3 par. 2, 10 art. 3, par. 3, 11 art. 3, par. 4, 12 art. 3 par. 4, 13 art. 4, par. 5, 14 art. 4 par. 5.

Provenance universelle.

PROJETS SUCCESSIFS :

13 art. 4 par. 6, 11 art. 4 par. 6.

Le projet officiel Britannique prévoyait deux représentants au plus par Puissance (7 art. 5 par. 1. Chap. 1).

Le texte a été rédigé par Mr. D.-H. Miller, pour le troisième Comité de rédaction, en vue de répondre à une critique faite par J.-W.

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

Davis (Etats-Unis) et d'uniformiser les stipulations relatives à l'assemblée et au Conseil.

ARTICLE 5

— Sauf disposition expressément contraire du présent Pacte, ou des clauses du présent Traité, les décisions de l'Assemblée ou du Conseil sont prises à l'unanimité des Membres de la Société représentés à la réunion.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

11 art. 4 par. 2, 12 art. 4 par. 2, 13 art. 5 par. 2, 14 art. 5 par. 2.

Amendement proposé par Lord Robert Cecil au Président Wilson, le 18 mars 1919 et présenté par le premier lors de la 12^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon. (24 mars 1919.)

Les mots « ou des clauses du présent Traité » ont été adoptés, sur amendement proposé par le Président Wilson, par la 5^e séance plénière de la Conférence de la Paix (28 avril 1919).

— Toutes questions de procédure qui se posent aux réunions de l'Assemblée ou du Conseil, y compris la désignation des Commissions chargées d'enquêter sur des points particuliers, sont réglées par l'Assemblée ou par le Conseil et décidées à la majorité des Membres de la Société représentés à la réunion.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. I art. 8, 8 art. 2 par. 1, 10 art. 4 par. 1, 11 art. 4 par. 1, 12 art. 4 par. 1, 13 art. 5 par. 1, 14 art. 5 par. 1.

Cette même stipulation relative à l'Assemblée seulement existait dans le projet Phillimore (1 art. 7) et dans le projet Hurst-Miller (9 art. 2 par. 4). L'amendement tendant à y ajouter le Conseil été proposé par Lord Robert Cecil lors de la 2^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (4 février 1919).

TEXTE DU PACTE

— La première réunion de l'Assemblée et la première réunion du Conseil auront lieu sur la convocation du Président des Etats-Unis d'Amérique.

OBSERVATIONS

**Provenance italienne
et britannique.**

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 4 par. 2, 11 art. 4 par. 3, 12 art. 4 par. 3, 13 art. 5 par. 3, 14 art. 5 par. 3.

Texte proposé au premier Comité de rédaction par Lord Robert Cecil et à la 3^e séances de la Commission de l'Hôtel de Crillon (5 février 1919) par M. Orlando (Italie).

ARTICLE 6

— Le Secrétariat permanent est établi au siège de la Société. Il comprend un Secrétaire général, ainsi que les secrétaires et le personnel nécessaires.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. 1 art. 9, 8 art. 2 par. 7, 9 art. 4 par. 1, 10 art. 5 par. 1, 11 art. 5 par. 1, 12 art. 5 par. 1, 13 art. 6 par. 1 et 2, 14 art. 6 par. 1 et 2.

— Le Premier Secrétaire général est désigné dans l'Annexe.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. 1 art. 9, 8 art. 2 par. 7, 12 art. 5 par. 1, 14 art. 6 par. 2.

Amendement proposé par Lord Robert Cecil lors de la 11^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (22 mars 1919), supprimé par Mr. D.-H. Miller dans le projet du 31 mars 1919 (13) et rétabli par le troisième Comité de rédaction.

TEXTE DU PACTE

— Par la suite, le Secrétaire général sera nommé par le Conseil,

— avec l'approbation de la majorité de l'Assemblée.

— Les Secrétaires et le personnel du Secrétariat sont nommés par le Secrétaire général,

— avec l'approbation du Conseil.

OBSERVATIONS

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. I art. 9, 8 art. 2 par. 7, 10 art. 5 par. 1, 11 art. 5 par. 1, 12 art. 5 par. 1, 13 art. 6 par. 2, 14 art. 6 par. 2.

Amendement proposé par Lord Robert Cecil, lors de la 3^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (5 février 1919).

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

12 art. 5 par. 1, 11 art. 6 par. 2.

Amendement proposé par Lord Robert Cecil, lors de la 11^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (22 mars 1919); supprimé par Mr. D.-H. Miller dans le projet du 31 mars 1919 (13) et rétabli par le troisième Comité de rédaction.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

8 art. 2 A par. 1, 9 art. 4 par. 2, 10 art. 5 par. 1, 11 art. 5 par. 1, 12 art. 5 par. 1, 13 art. 6 par. 2, 14 art. 6 par. 2.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

8 art. 2 A par. 1, 10 art. 5 par. 1, 11 art. 5 par. 1, 12 art. 5, par. 1, 13 art. 6 par. 2, 14 art. 6 par. 2.

Amendement proposé par Lord Robert Cecil lors de la 3^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (5 février 1919).

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

— Le Secrétaire général de la Société est de droit Secrétaire général de l'Assemblée et du Conseil.

— Les dépenses du Secrétariat sont supportées par les Membres de la Société dans la proportion établie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. I art. 11, 8 art. 2 A par. 2, 9 art. 4 par. 2, 9 art. 4, par. 2, 10 art. 5 par. 2, 11 art. 5 par. 2, 12 art. 5 par. 2, 13 art. 6 par. 3, 14 art. 6 par. 3.

Provenance

anglo-saxonne.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. I art. 15, 8 art. 2 A par. 8, 9 art. 4 par. 3, 10 art. 5 par. 3, 11 art. 5 par. 3, 12 art. 5 par. 3, 13 art. 6 par. 4, 14 art. 6 par. 4.

Idee émise par Mr. Robert Lansing dans son projet de Pacte (article 2 par. 10). (20 décembre 1918).

ARTICLE 7

— Le siège de la Société est établi à Genève.

Provenance

anglo-saxonne.

Adopté à la 14^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (10 avril 1919), sur rapport d'un sous-comité composé de MM. Orlando, Smuts, Makino et House, malgré une vive opposition de M. Hymans (Belgique), soutenu par les représentants français.

— Le Conseil peut à tout moment décider de l'établir en tout autre lieu.

Provenance

anglo-saxonne.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 1 par. 1, 2 art. 6 par. 2, 3 art. 1 par. 2, 5 art. 1 par. 2, 6 art. 1 par. 2, 7 chap. I art. 13, 8 art. 2 A par. 6, 13 art. 7 par. 1, 14 art. 7 par. 2.

TEXTE DU PACTE

— Toutes les fonctions de la Société ou des services qui s'y rattachent, y compris le Secrétariat, sont également accessibles aux hommes et aux femmes.

— Les Représentants des Membres de la Société et ses Agents jouissent, dans l'exercice de leurs fonctions des privilèges et immunités diplomatiques.

— Les bâtiments et terrains occupés par la Société, par ses services ou ses réunions, sont inviolables.

— Les Membres de la Société reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposée par une action commune.

OBSERVATIONS

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

12 art. 25, 13 art. 25, 14 art. 7 par. 3.

Article proposé par Lord Robert Cecil lors de la 13^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (26 mars 1919). Demandé par une délégation du Conseil International des femmes et de la Conférence. suffragiste des Etats alliés et des Etats-Unis, entendue par la Commission de l'Hôtel de Crillon au début de sa 14^e séance (10 avril 1919).

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. I art. 12 par. 1, 8 art. 2 A par. 3, 9 art. 5, 10 art. 6, 11 art. 6, 12 art. 6, 13 art. 7 par. 2, 14 art. 7 par. 4.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. 1 art. 12 par. 2, 8 art. 2 A par. 4, 9 art. 5, 10, 11 et 12 art. 6, 13 art. 7 par. 3, 14 art. 7 par. 3.

ARTICLE 8

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

2 art. 21 par. 1, 3 art. 4 par. 1, 5 art. 4 par. 1, 6 art. 4 par. 1, 8 art. 4 par. 1, 9 art. 8 par. 1, 10 art. 8 par. 1, 11 art. 8 par. 1, 12 art. 8 par. 1, 13 art. 8 par. 1, 14 art. 8 par. 1.

TEXTE DU PACTE

— Le Conseil, tenant compte de la situation géographique et des conditions spéciales de chaque Etat,

— prépare les plans de cette réduction,

— en vue de l'examen et de la décision des divers gouvernements.

— Ces plans doivent faire l'objet d'un nouvel examen et, s'il y a lieu, d'une révision tous les dix ans au moins.

OBSERVATIONS

Provenance française.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 8 par. 1, 11 art. 8 par. 1, 12 art. 8, par. 2, 13 art. 8, par. 1, 4 art. 8 par. 2

Introduit par le second Comité de rédaction sur la demande de Lord Robert Cecil, à la suite d'un amendement présenté par M. Léon Bourgeois au cours de la 8^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon. (11 février 1919.)

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

3 art. 4 par. 1, 5 art. 4 par. 1, 6 art. 4 par. 1, 8 art. 4 par. 1, 9 art. 8 par. 1, 10 art. 8 par. 1, 11 art. 8 par. 1, 12 art. 8 par. 1, 13 art. 8 par. 2, 14 art. 8 par. 2.

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

3 art. 4 par. 1, 5 art. 4 par. 1, 6 art. 4 par. 1, 8 art. 4 par. 1, 11 art. 8 par. 1, 12 art. 8 par. 1, 13 art. 8 par. 2, 14 art. 8 par. 2.

Le Président Wilson fit rétablir cette stipulation en la proposant au cours de la 11^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (22 mars 1919).

Provenance japonaise.

PROJETS SUCCESSIFS :

12 art. 8 par. 1, 13 art. 8 par. 3, 14 art. 8 par. 3.

Proposé par le Baron Makino (Japon), au cours de la 11^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (22 mars 1919).

TEXTE DU PACTE

— Après leur adoption par les divers gouvernements, la limite des armements ainsi fixée ne peut être dépassée sans le consentement du Conseil.

— Considérant que la fabrication privée des munitions et du matériel de guerre soulève de graves objections, les Membres de la Société chargent le Conseil d'aviser aux moyens propres à en éviter les fâcheux effets,

— en tenant compte des besoins des Membres de la Société qui ne peuvent pas fabriquer les munitions et le matériel de guerre nécessaires à leur sûreté.

OBSERVATIONS

Provenance

anglo-saxonne.

PROJETS SUCCESSIFS :

8 art. 4 par. 1, 10 art. 8 par. 1, 11 art. 8 par. 1, 12 art. 8 par. 1, 13 art. 8 par. 4, 14 art. 8 par. 4.

Amendement présenté par le Président Wilson au cours de la 4^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (6 février 1919) mais avec spécification de l'Assemblée et non du Conseil.

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

2 art. 21 par. 2, 3 art. 1 par. 2, 5 art. 4 par. 4, 6 art. 4 par. 4, 10 art. 8 par. 2, 11 art. 8 par. 12, 12 art. 8 par. 2, 13 art. 8 par. 5, 14 art. 8 par. 5.

Idée abandonnée dans le projet Hurst-Miller (2 février 1919) (3), reprise par Lord Robert Cecil et présentée en amendement par le Président Wilson au cours de la 4^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (6 février 1919).

Provenance portugaise.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 8 par. 2, 11 art. 8 par. 2, 12 art. 8 par. 2, 13 art. 8 par. 5, 14 art. 8 par. 5.

Introduit par le premier Comité de rédaction à la suite d'un amendement proposé par M. Reis (Portugal) à la 4^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (6 février 1919).

TEXTE DU PACTE

— Les Membres de la Société s'engagent à échanger de la manière la plus complète tous renseignements relatifs à l'échelle de leurs armements, à leurs programmes militaires, navals et aériens

— et à la condition de celles de leurs industries susceptibles d'être utilisées pour la guerre.

OBSERVATIONS

Provenance

anglo-saxonne.

PROJETS SUCCESSIFS :

2 art. 21 par. 2, 3 art. 4 par. 2, 5 art. 4 par. 4, 6 art. 4 par. 4, 8 art. 4 par. 4, 9 art. 8 par. 2, 10 art. 8 par. 3, 11 art. 8 par. 3, 12 art. 8 par. 3, 13 art. 8 par. 5, 14 art. 8, par. 5.

Proposé par Lord Robert Cecil au cours de la 11^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (22 mars 1919).

Provenance française.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 8 par. 3, 11 art. 8 par. 3, 12 art. 8 par. 3, 13 art. 8 par. 5, 14 art. 8 par. 5.

Introduit par le second Comité de rédaction à la suite d'un amendement proposé par M. Léon Bourgeois (France), au cours de la 8^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (11 février 1919).

ARTICLE 9

— Une Commission permanente sera formée pour donner au Conseil son avis sur l'exécution des dispositions des articles 1^{er} et 8 et, d'une façon générale, sur les questions militaires, navales et aériennes.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 9, 11 art. 9, 12 art. 9, 13 art. 9, 14 art. 9.

Texte du second Comité de rédaction, introduit sur la proposition de Lord Robert Cecil à la suite d'un amendement présenté par M. Léon Bourgeois (France) au cours de la 18^e séance.

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

ce de la Commission de Crillon (11 février 1919).

La référence à l'article premier vient d'une proposition de M. Kramar (Tchéco - Slovaquie) faite, au cours de la 12^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (24 mars 1919), à la suite d'un amendement présenté par M. Léon Bourgeois.

ARTICLE 10

— Les Membres de la Société s'engagent à respecter et à **maintenir** contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société.

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

2 art. 20, 3 art. 3, 5 art. 3, 6 art. 3, 8 art. 3 par. 1, 9 art. 7, 10 art. 10, 11 art. 10, 12 art. 10, 13 art. 10, 14 art. 10.

Les projets Wilson envisageaient, en outre, la possibilité de modifications territoriales des Etats, stipulation qui disparût à partir du projet Hurst-Miller (9).

Le Projet Robert Cecil (20 janvier 1919) (7), contenait une garantie négative d'intégrité territoriale des Etats Membres (7 chap. I art. 1 par. II).

— En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation.

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 10, 11 art. 10, 12 art. 10, 13 art. 10, 14 art. 10.

Amendement proposé par le Président Wilson au cours de la 4^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (6 février 1919).

ARTICLE 11

Il est expressément déclaré que toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte ou non l'un des Membres de la Société, intéresse la Société tout entière et que celle-ci doit prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des Nations.

— En pareil cas, le Secrétaire général convoque immédiatement le Conseil, à la demande de tout Membre de la Société.

— Il est, en outre déclaré que tout Membre de la Société a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'Assemblée ou du Conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et qui menace par suite de troubler la paix ou la bonne entente entre Nations, dont la paix dépend.

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

2 art. 5 (*jusqu'à* « tout entière » *seulement*), 3 art. 8 par. 1, 5 art. 8 par. 1, 6 art. 8 par. 1, 8 art. 8, par. 1, 9 art. 9 par. 1, 10 art. 11 par. 1, 11 art. 11 par. 1, 12 art. 11 par. 1, 13 art. 11 par. 1, 14 art. 11 par. 1.

Provenance britannique et française.

PROJETS SUCCESSIFS :

14 art. 11 par. 1.

*Une clause pour l'instan-
tanéité des mesures à pren-
dre par chaque nation fut
proposée par Lord Robert
Cecil (le 18 mars 1919), au
président Wilson qui l'ac-
cepta.*

*Texte du troisième Comi-
té de rédaction, à la suite
d'un amendement proposé
par M. Larnaude (France),
au cours de la 12^e séance de
la Commission de l'Hôtel
de Crillon (24 mars 1919).*

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

5 art. 8 par. 2, 6 art. 8 par. 2, 8 art. 8 par. 2, 9 art. 9 par. 2, 10 art. 11 par. 2, 11 art. 11 par. 2, 12 art. 11 par. 2, 13 art. 11 par. 2, 14 art. 11 par. 2.

ARTICLE 12

Tous les Membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront, soit à la procédure de l'arbitrage, soit à l'examen du Conseil.

— Ils conviennent encore qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la sentence des arbitres ou le rapport du Conseil.

— Dans tous les cas prévus par cet article, la sentence des arbitres doit être rendue dans un délai raisonnable et le rapport du Conseil doit être établi dans les six mois à dater du jour où il aura été saisi du différend.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 1 par. *a* et *b*, 2 art. 13 par. 1, 4 art. 18 par. *a* et *b*, 5 art. 5 par. 1, 6 art. 5 par. 1, 7 chap. II art. 1 par. *a*, 8 art. 5 par. 6, 9 art. 10, 10 art. 12 par. 1, 11 art. 12 par. 1, 12 art. 12 par. 1, 13 art. 12 par. 1, 14 art. 12 par. 1.

Idée émise pour la première fois dans le programme du Bryce Committee.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. II art. 1 par. *b*, 8 art. 5 par. 1, 9 art. 10, 10 art. 12 par. 1, 11 art. 12 par. 1, 12 art. 12 par. 1, 13 art. 12 par. 1, 14 art. 12 par. 1.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

6 art. 5 par. 7 (*délai de 12 mois*), 7 chap. II, art. 1 (*pas de délai*), 8 art. 5 par. 7, 10 art. 12 par. 2, 11 art. 12 par. 2, 12 art. 12 par. 2, 13 art. 12 par. 2, 14 art. 12 par. 2.

Stipulation supprimée dans le projet Hurst-Miller (9), et rétablie à la suite d'un amendement proposé par Lord Robert Cecil au cours de la 4^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (6 février 1919).

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

ARTICLE 13

Les Membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible, à leur avis, d'une solution arbitrale et si ce différend ne peut se régler de façon satisfaisante par la voie diplomatique, la question sera soumise intégralement à l'arbitrage.

— Parmi ceux qui sont généralement susceptibles de solution arbitrale, on déclare tels les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international, ou à l'étendue, ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture.

— La Cour d'arbitrage à laquelle la cause est soumise est la Cour désignée par les Parties ou prévue dans leurs conventions antérieures.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 3, 2 art. 10, 4 art. 20, 5 art. 5 par. 2, 6 art. 5 par. 2, 7 chap. II art. 2, 8 art. 5 par. 2, 9 art. 11, 10 art. 13, 11 art. 13, 12 art. 13, 13 art. 13 par. 1, 14 art. 13 par. 1.

Idee émise pour la première fois dans le programme du Bryce Committee.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 3, 2 art. 10 par. 1, 4 art. 20, 5 art. 5 par. 2, 6 art. 5 par. 2, 8 art. 5 par. 2, 14 art. 13 par. 1.

Texte à peu près copié sur celui du Bryce Committee. Supprimé dans le projet Hurst-Miller (9) et rétabli par le troisième Comité de rédaction à la suite d'un amendement proposé par Lord Robert Cecil au cours de la 12^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (24 mars 1919).

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 13, 11 art. 13, 12 art. 3, 13 art. 13 par. 1, 14 art. 13 par. 1.

Clause proposée par Lord Robert Cecil au cours de la 4^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (6 février 1919).

TEXTE DU PACTE

— Les Membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences rendues.

— et à ne pas recourir à la guerre contre tout Membre de la Société qui s'y conformera.

— Faute d'exécution de la sentence, le Conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet.

OBSERVATIONS

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

4 art. 20, 5 art. 5 par. 2, 6 art. 5 par. 2, 8 art. 5 par. 2, 9 art. 11, 10 art. 13, 11 art. 13, 12 art. 13, 13 art. 13 par. 2, 14 art. 13 par. 2.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 1 par. c, 4 art. 18 par. c, 5 art. 5 par. 1, 6 art. 5 par. 1, 7 chap. II art. 1, 8 art. 5 par. 1, 9 art. 10, 10 art. 13, 11 art. 13, 12 art. 13, 13 art. 12 par. 2, 4 art. 13 par. 2.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 13, 11 art. 13, 12 art. 13, 13 art. 13 par. 2, 14 art. 13 par. 2.

. Clause proposée par le second Comité de rédaction à la Commission de l'Hôtel de Crillon. [9^e séance — (13 février 1919)] en vue de rester en harmonie avec un amendement (supprimé par la suite) proposé par M. Hy-mans (Belgique) qui avait été accepté au cours de la 5^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (7 février 1919) et tendant à donner force exécutoire aux recommandations prises à l'unanimité par le Conseil.

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

ARTICLE 14

— Le Conseil est chargé de préparer un projet de Cour Permanente de Justice internationale

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

9 art. 12, 10 art. 14, 11 art. 14, 12 art. 14, 13 art. 14, 14 art. 14.

L'idée d'une Cour de Justice internationale existait dans le projet House (2) et dans le projet Robert Cecil (7).

Elle fut acceptée par le Président Wilson en remplacement de la procédure d'appel prévue dans ses projets.

Texte de Mr. Hurst, accepté par Mr. D.-H. Miller.

— et de le soumettre aux Membres de la Société.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

14 art. 14.

Proposition Britannique adoptée par le troisième Comité de rédaction.

— Cette Cour connaîtra de tous différends d'un caractère international que les Parties lui soumettront.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

2 art. 10, 7 chap. II art. 2, 9 art. 12, 10 art. 14, 11 art. 14, 12 art. 14, 13 art. 14, 14 art. 14.

— Elle donnera aussi des avis consultatifs sur tout différend en tout point, dont la saisira le Conseil ou l'Assemblée.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

2 art. 10 par. 1, 7 chap. II art. 7, 11 art. 14, 13 art. 14, 14 art. 14.

Clause proposée, le 18 mars 1919, par Lord Robert Cecil au Président Wilson qui l'accepta.

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

Texte résultant d'un amendement présenté par M. Larnaude (France), au cours de la 12^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (24 mars 1919).

ARTICLE 15

S'il s'élève entre les Membres de la Société un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à l'arbitrage prévu à l'article 13, les Membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire général, qui prend toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets.

— Dans le plus bref délai,

— les Parties doivent lui communiquer l'exposé de leur cause avec tous faits pertinents et pièces justificatives.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 4, 4 art. 21, 5 art. 5 par. 6, 6 art. 5 par. 6, 7 chap. II art. 4, 9 art. 13 par. 1, 10 art. 15 par. 1, 11 art. 15 par. 1, 12 art. 15 par. 1, 13 art. 15 par. 1, 14 art. 15 par. 1.

Idée émise pour la première fois dans le programme du Bryce Committee (art. 17) (début 1915).

Provenance yougo-slave.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 15 par. 1, 11 art. 15 par. 1, 12 art. 15 par. 1, 13 art. 15 par. 1, 14 art. 15 par. 1.

Amendement proposé par M. Vesnitch (Yougo-Slavie) au cours de la 5^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (7 février 1919).

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 9, 1 art. 21, 5 art. 5 par. 6, 6 art. 5 par. 6, 7 chap. II art 6 par. 1, 8 art. 5 par. 3, 9 art. 15, par. 1, 10 art. 15 par. 1, 11 art. 15 par. 1, 12 art. 15 par. 1, 13 art. 15 par. 1, 14 art. 15 par. 1.

TEXTE DU PACTE

— Le Conseil peut ordonner la publication immédiate.

— Le Conseil s'efforce d'assurer le règlement du différend. S'il y réussit, il publie, dans la mesure qu'il juge utile, un exposé relatant les faits, les explications qu'ils comportent et les termes de ce règlement.

— Si le différend n'a pu se régler, le Conseil rédige et publie un rapport, voté soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix, pour faire connaître les circonstances du différend et les solutions qu'il recommande comme les plus équitables et les mieux appropriées à l'espèce.

OBSERVATIONS

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. II art. 6 par. 2, 10 art. 15 par. 1, 11 art. 15 par. 1, 12 art. 15 par. 1, 13 art. 15 par. 1, 14 art. 15 par. 1.

Stipulation du projet Robert Cecil (7), abandonnée dans le projet Hurst-Miller (9) et proposée par Lord Robert Cecil au cours de la 5^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (7 février 1919).

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 8, 4 art. 21, 5 art. 5 par. 5, 6 art. 5 par. 6, 7 chap. II art. 9 par. 2, 8 art. 5 par. 4, 9 art. 13 par. 2, 10 art. 15 par. 2, 11 art. 15 par. 2, 12 art. 15 par. 2, 13 art. 15 par. 2, 14 art. 15 par. 2.

Dans les projets Smuts (4) et Wilson (5 et 6), la publication par le Conseil de l'exposé du différend n'est faite que si la partie condamnée menace d'entrer en guerre.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 11 (1^{er} terme de l'alternative), 4 art. 21, 5 art. 5 par. 5, 6 art. 5 par. 6, 7 chap. II art. 9 par. 2, 8 art. 5 par. 4, 9 art. 13 par. 2, 10 art. 15 par. 2, 11 art. 15 par. 2, 12 art. 15 par. 2, 13 art. 15 par. 3, 14 art. 15 par. 3.

TEXTE DU PACTE

— Tout Membre de la Société représenté au Conseil peut également publier un exposé des faits du différend et ses propres conclusions.

— Si le rapport du Conseil est accepté à l'unanimité, le vote des représentants des Parties ne comptant pas dans le calcul de cette unanimité, les Membres de la Société s'engagent à ne pas recourir à la guerre contre aucune Partie qui se conforme aux conclusions du rapport.

— Dans le cas où le Conseil ne réussit pas à faire accepter son rapport par tous ses Membres autres que les Représentants de toute Partie au différend, les Membres de la Société se réservent le droit d'agir comme ils le jugent nécessaire pour le maintien du droit et de la justice.

— Si l'une des Parties prétend

OBSERVATIONS

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 11 (2^e terme de l'*alternative*), 4 art. 21, 5 art. 5 par. 5, 6 art. 5 par. 6, 8 art. 5 par. 4, 9 art. 13 par. 2, 10 art. 15 par. 2, 11 art. 15 par. 2, 12 art. 15 par. 2, 13 art. 15 par. 4, 14 art. 14 par. 4.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. II art. 9 par. 2, 8 art. 5 par. 4, 9 art. 13 par. 2, 10 art. 15 par. 2, 11 art. 15 par. 2, 12 art. 15 par. 2, 13 art. 15 par. 5, 14 art. 15 par. 5.

La même idée existait déjà dans le projet Phillimore (1 art. 1 par. c.).

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

14 art. 15 par. 6.

Clause ajoutée par le troisième Comité de rédaction pour couvrir tous les cas possibles et proposées par Lord Robert Cecil à la Commission de l'Hôtel de Crillon lors de sa 15^e séance (11 avril 1919).

Provenance chinoise.

PROJETS SUCCESSIFS :

12 art. 15 par. 4, 13 art. 15 par. 6, 14 art. 15 par. 7.

Adjonction proposée par Mr. Koo à l'amendement présenté par le Président Wilson au cours de la 12^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon. (24 mars 1919).

TEXTE DU PACTE

— et si le Conseil reconnaît que le différend porte sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive de cette Partie, le Conseil le constatera dans un rapport, mais sans recommander aucune solution.

— Le Conseil peut, dans tous les cas prévus au présent article, porter le différend devant l'Assemblée.

— L'Assemblée devra de même être saisie du différend à la requête de l'une des Parties;

OBSERVATIONS

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

12 art. 15 par. 4, 13 art. 15 par. 6, 14 art. 15 par. 7.

La même idée existait déjà dans le projet House (2 art. 11). Cette clause résulte d'un amendement proposé par le Président Wilson au cours de la 12^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (24 mars 1919) en vue de satisfaire à certaines critiques américaines (Sénateur Lodge, MM. Taft, Hitchcock, Copper, etc.), tendant à retirer de la compétence de la Société les cas intéressant les intérêts vitaux des Nations.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. II art. 10, 8 art. 5 par. 4, 9 art. 13 par. 3, 10 art. 15 par. 3, 11 art. 15 par. 3, 12 art. 15 par. 3, 13 art. 15 par. 7, 14 art. 15 par. 8.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. II art. 5, 8 art. 5 par. 4, 9 art. 13 par. 3, 10 art. 15 par. 3, 11 art. 15 par. 3, 12 art. 15 par. 3, 13 art. 15 par. 7, 14 art. 15 par. 8.

La même idée existait déjà dans le projet Phillimore (1 art. 4) ainsi que dans les projets Smuts et Wilson (4 art. 21,5 et 6 art. 6) mais avec référence au Conseil et non à l'Assemblée.

TEXTE DU PACTE

— cette requête devra être présentée dans les quatorze jours à dater du moment où le différend est porté devant le Conseil.

— Dans toute affaire soumise à l'Assemblée, les dispositions du présent article et de l'article 12, relatives à l'action et aux pouvoirs du Conseil, s'appliquent également à l'action et aux pouvoirs de l'Assemblée.

— Il est entendu qu'un rapport fait par l'Assemblée avec l'approbation des Membres de la Société représentés au Conseil et d'une majorité des autres Membres de la Société, à l'exclusion, dans chaque cas, des Représentants des Parties, a le même

OBSERVATIONS

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. II art. 5, 8 art. 5 par. 4, 10 art. 15 par 3, 11 art. 15 par. 3, 12 art. 15 par. 3, 13 art. 15 par. 7, 14 art. 15 par. 8.

Clause existant dans le projet Robert Cecil (7) abandonnée dans le projet Hurst-Miller (9) et reprise à la suite d'une suggestion faite par M. Venizelos (Grèce), à la Commission de l'Hôtel de Crillon au cours de la 5^e séance (7 février 1919).

Le délai de 14 jours a été fixé sur proposition de Lord Robert Cecil au premier Comité de rédaction.

Provenance

anglo-saxonne.

PROJETS SUCCESSIFS :

8 art. 5 par. 4, 9 art. 13 par. 3, 10 art. 15 par. 3, 11 art. 15, par. 3, 12 art. 15 par. 3, 13 art. 15 par. 8, 14 art. 15 par. 9.

Dans le projet Hurst-Miller (9) n'existait par la référence à l'article 12 (alors 10).

Provenance grecque

et britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

13 art. 15 par. 8, 14 art. 15 par. 9.

Clause proposée au cours de la 12^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (24 mars 1919) par

TEXTE DU PACTE

effet qu'un rapport du Conseil adopté à l'unanimité de ses Membres autres que les Représentants des Parties.

OBSERVATIONS

Lord Robert Cecil au nom de M. Venizelos (Grèce) et renvoyée au troisième Comité de rédaction qui la rédigea.

ARTICLE 16

Si un Membre de la Société recourt à la guerre, contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15, il est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres Membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre leurs nationaux et ceux de l'Etat en rupture du pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles, entre les nationaux de cet Etat et ceux de tout autre Etat, Membre ou non de la Société.

— En ce cas, le Conseil a le devoir de recommander aux divers Gouvernements intéressés les effectifs militaires, navals ou aériens par lesquels les Membres de la Société contribueront respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 2 par. 1, 4 art. 19 par. 1, 5 art. 6 par. 1, 6 art. 6 par. 1, 7 chap. II art. 12 par. 1, 8 art. 6 par. 1, 9 art. 14 par. 1, 10 art. 16 par. 1, 11 art. 16 par. 1, 12 art. 16 par. 1, 13 art. 16 par. 1, 14 art. 16 par. 1.

Idée analogue émise pour la première fois dans le programme du Bryce Committee (art. 19 et 20) (début 1915).

Les références aux articles 13 et 15 ont été proposées dans un amendement de M. Léon Bourgeois (France) au cours de la 12^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (24 mars 1919).

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 19 par. 2, 5 art. 6 par. 2, 6 art. 6 par. 2, 8 art. 6 par. 2, 9 art. 14 par. 2, 10 art. 16 par. 2, 11 art. 16 par. 2, 12 art. 16 par. 2, 13 art. 16 par. 2, 14 art. 16 par. 2.

Les mots « aux divers Gouvernements intéressés » résultent d'un amendement

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

présenté par Lord Robert Cecil au cours de la 12^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (24 mars 1919).

— Les Membres de la Société conviennent, en outre, de se prêter l'un à l'autre un mutuel appui dans l'application des mesures économiques et financières à prendre en vertu du présent article pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qui peuvent en résulter. Ils se prêtent également un mutuel appui pour résister à toute mesure spéciale dirigée contre l'un d'eux par l'Etat en rupture de pacte. Ils prennent les dispositions nécessaires pour faciliter le passage à travers leur territoire des forces de tout Membre de la Société qui participe à une action commune pour faire respecter les engagements de la Société.

— Peut être exclu de la Société tout Membre qui s'est rendu coupable de la violation d'un des engagements résultant du Pacte. L'exclusion est prononcée par le vote de tous les autres Membres de la Société représentés au Conseil.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. II art. 14, 8 art. 6 par. 3, 9 art. 14 par. 3, 10 art. 16 par. 3, 11 art. 16 par. 3, 12 art. 16 par. 3, 13 art. 16 par. 3, 14 art. 16 par. 3.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

14 art. 14 par. 4.

Idée existant implicitement dans le projet français (juin 1918), et explicitement dans le projet italien. Clause introduite (le 2 avril 1919), par le troisième Comité de rédaction et acceptée par la Commission de l'Hôtel de Crillon au cours de sa 15^e séance (11 avril 1919).

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

ARTICLE 17

— En cas de différend entre deux Etats dont un seulement est Membre de la Société ou dont aucun n'en fait partie, l'Etat ou les Etats étrangers à la la Société sont invités à se soumettre aux obligations qui s'imposent à ses Membres aux fins de règlement du différend,

— aux conditions estimées justes par le Conseil.

— Si cette invitation est acceptée, les dispositions des articles 12 à 16 s'appliquent

— sous réserve des modifications jugées nécessaires,

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 13, 2 art. 16, 3 art. 9 par. 1, 4 *in fine*, 5 art. 9 par. 1, 6 art. 9 par. 1, 7 chap. II art. 16, 8 art. 9 par. 1, 9 art. 15 par. 1, 10 art. 17 par. 1, 11 art. 17 par. 1, 12 art. 17 par. 1, 13 art. 17 par. 1, 14 art. 17 par. 1.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. II par. 16, 10 art. 17, par. 1, 11 art. 17 par. 1, 12 art. 77 par. 1, 13 art. 17 par. 1, 14 art. 17 par. 1.

Stipulation résultant d'un amendement présenté par Lord Robert Cecil au cours de la 5^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (7 février 1919).

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 13, 2 art. 16, 3 art. 9 par. 1, 4 *in fine*, 5 art. 9 par. 1, 6 art. 9 par. 1, 7 chap. II art. 16, 8 art. 9 par. 1, 9 art. 15 par. 1, 10 art. 17 par. 1, 11 art. 17 par. 1, 12 art. 17 par. 1, 13 art. 17 par. 1, 14 art. 17 par. 1.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. II art. 16, 9 art. 15 par. 1, 10 art. 17 par. 1, 11 art. 17 par. 1, 12 art. 17 par. 1, 13 art. 17 par. 1, 14 art. 17 par. 1.

TEXTE DU PACTE

— par le Conseil.

— Dès l'envoi de cette invitation, le Conseil ouvre une enquête sur les circonstances du différend et propose telle mesure qui lui paraît la meilleure et la plus efficace dans le cas particulier.

— Si l'Etat invité, refusant d'accepter les obligations de Membre de la Société aux fins de règlement du différend, recourt à la guerre contre un Membre de la Société, les dispositions de l'article 16 lui sont applicables.

OBSERVATIONS

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

12 art. 17 par. 1, 13 art. 17 par. 1, 14 art. 17 par. 1.

Proposé par Lord Robert Cecil au cours de la 13^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (26 mars 1919).

**Provenance
anglo-saxonne.**

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 14, 2 art. 17, 3 art. 9 par. 2, 4 *in fine*, 5 art. 9 par. 2, 6 art. 9 par. 2, 9 art. 15 par. 2, 10 art. 17 par. 2, 11 art. 17 par. 2, 12 art. 17 par. 2, 13 art. 17 par. 2, 14 art. 17 par. 2.

L'Assemblée et non le Conseil dans les projets (1), (2) et (3);

Dans les projets Phillimore (1) House (2) et Wilson (3, 5 et 6), l'enquête et la recommandation à laquelle elle aboutit n'ont lieu que si la puissance non Membre refuse de se soumettre aux puissances Membres de la Société.

**Provenance
anglo-saxonne.**

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 15, 3 art. 10, 4 *in fine*, 5 art. 10, 6 art. 10, 8 art. 10, 9 art. 15 par. 3, 10 art. 17 par. 3, 11 art. 17 par. 3, 12 art. 17 par. 3, 13 art. 17 par. 3, 14 art. 17 par. 3.

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

— Si les deux Parties invitées refusent d'accepter les obligations de Membres de la Société aux fins de règlement du différend, le Conseil peut prendre toutes mesures et faire toutes propositions de nature à prévenir les hostilités et à amener la solution du conflit.

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 16, 2 art. 19 par. 2, 3 art. 11 par. 2, 5 art. 11 par. 2, 6 art. 11 par. 2, 8 art. 11 par. 2, 9 art. 15 par. 4, 10 art. 17 par. 4, 11 art. 17 par. 4, 12 art. 17 par. 4, 13 art. 17 par. 4, 14 art. 17 par. 4.

ARTICLE 18

— Tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société devra être immédiatement enregistré par le Secrétaire et publié par lui aussitôt que possible.

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

6 art. 9, 8 art. 9, 9 art. 21, 10 art. 23, 11 art. 21, 12 art. 21, 13 art. 21, 14 art. 18.

Idee émise par Mr. Robert Lansing dans son projet de Pacte (20 décembre 1918).

— Aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré.

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 23, 11 art. 21, 12 art. 21, 13 art. 21, 14 art. 18.

Proposé par le Président Wilson au cours de la 7^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (10 février 1919).

ARTICLE 19

— L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les Membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales, dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde.

Provenance

anglo-saxonne.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 21, 11 art. 22, 12 art. 22, 13 art. 22, 14 art. 19.

Article proposé par Lord Robert Cecil à la Commission de l'Hôtel de Crillon,

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

*au cours de la 18^e séance
(11 février 1919).*

Texte revu par le Président Wilson.

ARTICLE 20

— Les Membres de la Société reconnaissent chacun en ce qui le concerne, que le présent Pacte abroge toutes obligations ou ententes *inter se* incompatibles avec ses termes et s'engagent solennellement à n'en pas contracter à l'avenir de semblables.

— Si avant son entrée dans la Société, un Membre a assumé des obligations incompatibles avec les termes du Pacte, il doit prendre des mesures immédiates pour se dégager de ces obligations.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

1 art. 18, 2 art. 23, 3 art. 13, 5 art. 13, 6 art. 13, 7 chap. III art. 1, 8 art. 13, 9 art. 22, 10 art. 25, 11 art. 23, 12 art. 23, 13 art. 23, 14 art. 20.

Le mot « ententes » est dû à une intervention de Mr. Koo (Chine) au cours de la 15^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (11 avril 1919).

ARTICLE 21

— Les engagements internationaux, tels que les traités d'arbitrage et les ententes régionales, comme la doctrine de Monroe, qui assurent le maintien de la paix, ne sont considérés comme incompatibles, avec aucune des dispositions du présent Pacte.

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

14 art. 21.

Article proposé par le Président Wilson à la Commission de l'Hôtel de Crillon au cours des 14^e et 15^e séances (10 et 11 avril 1919) en vue de satisfaire à l'unanimité des critiques américaines au projet du 14 février (10). Rédigé par le Colonel House, il fut accepté, le 18 mars 1919, par Lord Robert Cecil et après discussion en Commission, par MM. Léon Bourgeois et Larnaude (France),

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

quant au fond, et par M. Koo (Chine), quand à la présence de l'expression « ententes régionales ».

ARTICLE 22

— Les principes suivants s'appliquent aux colonies et territoires qui, à la suite de la guerre ont cessé d'être sous la souveraineté des Etats qui les gouvernaient précédemment et qui sont habités par des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne. Le bien-être et le développement de ces peuples forment une mission sacrée de civilisation, et il convient d'incorporer dans le présent Pacte des garanties pour l'accomplissement de cette mission.

— La meilleure méthode de réaliser pratiquement ce principe est de confier la tutelle de ces peuples aux nations développées qui, en raison de leurs ressources, de leur expérience ou de leur position géographique, sont le mieux à même d'assurer cette res-

Provenance britannique
(tout l'article).

PROJETS SUCCESSIFS :

4 art. 1, 2 et 3, 5 art. 1, 6 art. 1, 9 art. 17, 10 art. 19, 11 art. 18 par. 1, 12 art. 18 par. 1, 13 art. 18 par. 1, 14 art. 21 par. 1.

L'idée de base de l'article 22 est celui du cinquième des 14 points du Président Wilson. Le texte a été rédigé par le Général Smuts; il est, à peu de chose près, celui de la résolution prise par le Conseil des Dix dans sa séance du 30 janvier 1919 (à l'exception de ses deux premiers paragraphes)

Ce texte avec un début légèrement modifié (suppression de la liste des territoires susceptibles de mandats), fut présenté par le Général Smuts à la Commission de l'Hôtel de Crillon au cours de sa 6^e séance (8 février 1919).

PROJETS SUCCESSIFS :

4 art. 1 et 5, 5 art. 11, 6 art. 11, 10 art. 19 par. 2, 11 art. 18, par. 2, 12 art. 18 par. 2, 13 art. 18 par. 2, 14 art. 21 par. 2.

Les termes « et qui consentent à l'accepter » résultent d'un amendement proposé par Lord Robert Cecil

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

pensabilité et qui consent à l'accepter; elles accepteraient cette tutelle en qualité de Mandataires et au nom de la Société.

au cours de la 13^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (26 mars 1919). Cet amendement donnait satisfaction à certaines critiques américaines (M. M. Hitchcock, Lodge, etc.), élevées contre l'obligation imposée à tout Membre de la Société d'avoir à accepter un mandat sur un territoire.

— Le caractère du mandat doit différer suivant le degré de développement du peuple, la situation géographique du territoire, ses conditions économiques et toutes autres circonstances analogues.

— Certaines communautés, qui appartenaient autrefois à l'Empire Ottoman, ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme Nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à la condition que les conseils et l'aide d'un Mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. Les vœux de ces communautés doivent être pris d'abord en considération pour le choix du Mandataire.

— Le degré de développement où se trouvent d'autres peuples, spécialement ceux de l'Afrique Centrale exige que le Mandataire y assu-

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 19 par. 3, 11 art. 18 par. 3, 12 art. 18 par. 3, 13 par. 18 par. 3, 14 art. 21 par. 3.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 19 par. 4, 11 art. 18 par. 4, 12 art. 18 par. 4, 13 art. 18, par. 4, 14 art. 21 par. 4.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 19 par. 5, 11 art. 18 par. 5, 12 art. 10 par. 5, 13 art. 18 par. 5, 14 art. 21 par. 5.

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

me l'administration du territoire à des conditions qui, avec la prohibition d'abus, tels que la traite des esclaves, le trafic des armes et celui de l'alcool, garantiront la liberté de conscience et de religion, sans autres limitations que celles que peut imposer le maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs, et l'interdiction d'établir des fortifications ou des bases militaires ou navales et de donner aux indigènes une instruction militaire, si ce n'est pour la police ou de la défense du territoire et qui assumeront également aux Membres de la Société des conditions d'égalité pour les échanges et le commerce.

— Enfin il y a des territoires, tels que le Sud-Ouest-Africain et certaines îles du Pacifique Austral, qui, par suite de la faible densité de leur population, de leur superficie restreinte, de leur éloignement des centres de civilisation, de leur contiguïté géographique au territoire du Mandataire, ou d'autres circonstances, ne sauraient être administrés que sous les lois du Mandataire, comme une partie intégrante de son territoire sous réserve de garanties prévues plus haut dans l'intérêt de la population indigène.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 19 par. 6, 11 art. 18
par. 6, 12 art. 18 par. 6, 13
art. 18 par. 6, 14 art. 21
par. 6.

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

— Dans tous les cas, le Mandataire, doit envoyer au Conseil un rapport annuel concernant les territoires dont il a la charge.

— Si le degré d'autorité, de contrôle ou d'administration à exercer par le Mandataire n'a pas fait l'objet d'une convention antérieure entre les Membre de la Société, il sera expressément statué sur ces points par le Conseil.

— Une Commission permanente sera chargée de recevoir et d'examiner les rapports annuels des Mandataires et de donner au Conseil son avis sur toutes les questions relatives à l'exécution des mandats.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 19 par. 7, 11 art. 18 par. 7, 12 art. 18 par. 7, 13 art. 18 par. 7, 14 art. 21 par. 7.

PROJETS SUCCESSIFS :

4, art. 6, 5 art. III, 6 art. III, 10 art. 19 par. 8, 11 art. 18 par. 8, 12 art. 18 par. 8, 13 art. 18 par. 8, 14 art. 21 par. 8.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 19 par. 9, 11 art. 18 par. 9, 12 art. 18 par. 9, 13 art. 18 par. 9, 14 art. 21 par. 9.

ARTICLE 23

— Sous la réserve et en conformité des dispositions des conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les membres de la Société :

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

11 art. 19 par. 1, 12 art. 19 par. 1, 14 art. 22 par. 1.

Rédaction proposée par Lord Robert Cecil au cours de la 13^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (26 mars 1919) après entente directe, le 18 mars 1919, avec le Président Wilson.

Provenance américaine.

PROJETS SUCCESSIFS :

5 art. V, 6 art. V, 7 chap. I art. 1 par. VII, 8 art. V, 9

— a) s'efforceront d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant sur leurs pro-

TEXTE DU PACTE

pres territoires, ainsi que dans tous pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie,

OBSERVATIONS

art. 18, 10 art. 20, 11 art. 19 par. b, 12 art. 10 par. a, 13 art. 22 par. a, 14 art. 22 par. a.

Les mots « pour l'homme, la femme et l'enfant », résultent d'un amendement proposé par le Président Wilson au cours de la 6^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (8 janvier 1919).

— et, dans ce but, d'établir et d'entretenir les organisations internationales nécessaires,

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

8 art. V, 10 art. 20, 11 art. 19 par. b, 14 art. 22 par. a.

Amendement proposé par Lord Robert Cecil à la Commission de l'Hôtel de Crillon, successivement lors de la 6^e et de la 13^e séances (8 Février et 26 mars 1919).

— b) s'engagent à assurer le traitement équitable des populations indigènes dans les territoires soumis à leur administration;

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

12 art. 19 par. b et c, 13 art. 22 par. b et c, 14 art. 22 par. b et c.

— c) chargent la Société du contrôle général des accords relatifs à la traite des femmes et des enfants, du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles;

Stipulations proposées par Lord Robert Cecil au cours de la 13^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (26 mars 1919).

TEXTE DU PACTE

— *d*) chargent la Société du contrôle général du commerce des armes et des munitions avec les pays où le contrôle de ce commerce est indispensable à l'intérêt commun;

— *e*) prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté de communications et du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les Membres de la Société,

— étant entendu que les nécessités spéciales des régions dévastées pen la guerre de 1914-1918 devront être prises en considération;

— *f*) s'efforceront de prendre des mesures d'ordre international pour prévenir et combattre les maladies.

OBSERVATIONS

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

7 chap. I art. IV, 9 art. 16, 10 art. 18, 11 art. 19 par. *a*, 12 art. 19 par. *d*, 13 art. 29 par. *d*, 14 art. 22 par. *d*, 14 art. 22 par. *d*.

**Provenance
anglo-saxonne.**

PROJETS SUCCESSIFS :

6 art. X, 7 chap. I art. V, 9 art. 20, 10 art. 21, 11 art. 19 par. *b*, 12 art. 19 par. *e*, 13 art. 19 par. *e*, 14 art. 22 par. *e*.

Idée existant dans le projet de Mr. Robert Lansing (article 6) (20 décembre 1919).

**Provenance française
et belge.**

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 21, 11 art. 19 par. *b*, 12 art. 19 par. *e*, 13 art. 19 par. *e*, 14 art. 22 par. *e*.

Clause proposée par le Président Wilson au cours de la 7^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (10 février 1919) à la suite d'une intervention de MM. Hymans (Belgique) et Larnaude (France).

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

14 art. 22 par. *f*.

Idée existant dans le projet britannique (7 chap. I art. I par. VI).

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

Stipulation britannique proposée au troisième Comité de rédaction, à la suite de l'insertion d'un nouvel article sur la Croix-Rouge (article 25).

ARTICLE 24

Tous les bureaux internationaux antérieurement établis par traités collectifs seront, sous réserve de l'assentiment des Parties, placés sous l'autorité de la Société. Tous autres bureaux internationaux et toutes commissions pour le règlement des affaires d'intérêt international qui seront créés ultérieurement seront placés sous l'autorité de la Société.

— Pour toutes questions d'intérêt international réglées par des conventions générales, mais non soumises au contrôle de commissions ou de bureaux internationaux, le Secrétariat de la Société devra, si les Parties le demandent, et si le Conseil y consent, réunir et distribuer toutes informations utiles et prêter toute l'assistance nécessaire ou désirable.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 22, 11 art. 20, 12 art. 20, par. 1, 13 art. 20 par. 1, 14 art. 23 par. 1.

Les termes « et toutes commissions pour le règlement des affaires d'intérêt international », résultent d'un amendement proposé par Lord Robert Cecil au cours de la 13^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (26 mars 1919).

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

12 art. 20 par. 2, 13 art. 20 par. 2, 14 art. 23 par. 2.

Stipulations proposées par Lord Robert Cecil au cours de la 13^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (26 mars 1919). Les mots « et si le Conseil y consent » ont été ajoutés par le troisième Comité de rédaction à la suite d'une intervention de MM. Léon Bourgeois (France) et Hymans (Belgique).

TEXTE DU PACTE

— Le Conseil peut décider de faire rentrer dans les dépenses du Secrétariat celles de tout bureau ou commission placé sous l'autorité de la Société.

OBSERVATIONS

Provenance britannique.

PROJETS SUCESSIFS :

12 art. 20 par. 3, 14 art. 23 par. 3.

Amendement proposé par Lord Robert Cecil au cours de la 13^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (26 mars 1919), supprimé par Mr. D.H. Miller et rétabli par le troisième Comité de rédaction.

ARTICLE 25

— Les Membres de la Société s'engagent à encourager et à favoriser l'établissement et la coopération des organisations volontaires nationales de la Croix-Rouge, dûment autorisées, qui ont pour objet l'amélioration de la santé, la défense préventive contre la maladie et l'adoucissement de la souffrance dans le monde.

Provenance suisse.

PROJETS SUCCESSIFS :

14 art. 24.

Idée existant déjà dans le projet suisse. Texte rédigé par Mr. D. H. Miller à la suite de l'intervention de Mr. Rublee, du Comité Central de Direction de la Croix-Rouge; cet article a été inséré par le troisième Comité de rédaction et accepté par la Commission de l'Hôtel de Crillon, au cours de sa 15^e séance (11 avril 1919).

ARTICLE 26

— Les amendements au présent Pacte entreront en vigueur dès leur ratification par les Membres de la Société, dont les Représentants composent le Conseil, et par la majorité de ceux dont les Représentants forment l'Assemblée.

Provenance britannique.

PROJETS SUCCESSIFS :

10 art. 26, 11 art. 24, 12 art. 21 par. 1, 13 art. 21 par. 1, 14 art. 25.

Clause proposée par Lord Robert Cecil au cours de la 8^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (11 fé-

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

vrier 1919) et rédigée par le Président Wilson.

Sur amendement de Lord Robert Cecil, au cours de la 13^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (26 mars 1919), les « trois quarts » des Membres à l'Assemblée sont remplacés par « la majorité ».

— Tout membre de la Société est libre de ne pas accepter les amendements apportés au Pacte, auquel cas il cesse de faire partie de la Société.

Provenance brésilienne.

Stipulation proposée par M. Pessoa (Brésil) au cours de la 15^e séance de la Commission de l'Hôtel de Crillon (11 avril 1919).

Annexe

I. MEMBRES ORIGINAIRES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SIGNATAIRES DU TRAITÉ DE PAIX :

Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Bolivie, Brésil, Empire Britannique, Canada, Australie, Afrique du Sud, Nouvelle Zélande, Inde, Chine, Cuba, Equateur, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Hedjaz, Honduras, Italie, Japon, Libéria, Nicaragua, Panam, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, État serbe - croate - slovène, Siam, Tchéco-Slovaquie, Uruguay.

ÉTATS INVITÉS A ACCÉDER AU PACTE :

Argentine, Chili, Colombie, Danemark, Espagne, Norvège, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Salvador, Suède, Suisse, Vénézuéla.

Provenance britannique

PROJETS SUCCESSIFS :

14 Annexe.

Proposition d'une Annexe au Pacte énumérant les Etats Membres de la Société, faite par Lord Robert Cecil à la Commission de l'Hôtel de Crillon lors de la 9^e et de la 11^e séances (13 février et 22 mars 1919).

Le texte de cette Annexe a été rédigé par Mr. D. H. Miller, le 3 avril 1919.

TEXTE DU PACTE

OBSERVATIONS

II. PREMIER SECRÉ-
TAIRE GÉNÉRAL DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS.

L'Honorable Sir Ja-
mes Eric Drummond
K. C. M. G., C. B.

*Britanniques et Améri-
cains s'entendirent directe-
ment pour la désignation
du premier Secrétariat Gé-
néral.*

VU : *Le Président,*

Signé : A. DE GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

VU : *Le Doyen,*

Signé : BERTHÉLEMY.

VU

et permis d'imprimer ;

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Signé : CHARLÉTY,

BIBLIOGRAPHIE

Cours de Droit International Public, professé à la Faculté de Droit de Paris, session 1928-1929 pour le Diplôme d'Etudes Supérieures de Droit Public, par M. G. de Geouffre de La Pradelle.

La Documentation Internationale : La Paix de Versailles. La Conférence de la Paix et la Société des Nations (Editions Internationales, Paris, 4 bis, rue des Ecoles).

The drafting of the Covenant, par David Hunter Miller (2 vol.).

Woodrow Wilson and world settlement, written from his unpublished and personal material, par Ray Stannard Baker.

The Peace Negotiations, a personal narrative, par Robert Lansing.

The League of Nations, a practical suggestion, par le Lieutenant-Général Rt. Hon. J.-C. Smuts.

The origin, structure and working of the League of Nations, par C. Howard-Ellis.

The origins of the League Covenant, documentary history of its drafting, par Florence Wilson.

A study of international government, par Jessie Wallace Hughan.

League of Nations, a chapter in the history of the movement, par Théodore Marburg.

World peace, a written debate between William Howard Taft and William Jennings Bryon.

Kant et M. Wilson (article du numéro du 15 février 1917 de la *Revue des Deux Mondes*), par M. César Chabrun.

Essai Philosophique sur la Paix Perpétuelle, par Emmanuel Kant.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE. — Elaboration des projets de Pacte.	pages
Premiers essais, premières tentatives.....	3
Mouvement d'opinion publique en faveur d'une Société des Nations.....	4
Premiers projets de Pacte.....	9
Fusion des points de vue britannique et améri- cain	16
 DEUXIÈME PARTIE. — Elaboration du Pacte.	
Les thèses en présence.....	19
La Commission de l'hôtel de Crillon.....	20
Action des différents membres au sein de la Commission	22
Critiques mondiales au projet du 14 février..	26
Reprise des conversations. — Amendements au projet du 14 février.....	28
 TROISIÈME PARTIE. — Les diverses influences ayant contribué à former le Pacte.	
Opposition entre les deux conceptions latine et anglo-saxonne de la Société des Nations....	33
Divergences de nuances dans les vues anglo- saxonnes	35
L' « <i>Essai sur la Paix Perpétuelle</i> » de Kant, fondement de la pensée wilsonienne et du Pacte	38
 PREMIER APPENDICE. — Schéma représentant, <i>grosso modo</i>, les échanges d'idées britanni- ques et américaines aboutissant au projet Hurst-Miller	 47
 SECOND APPENDICE. — Analyse du Pacte de la Société des Nations.....	 48
 BIBLIOGRAPHIE	 95
 TABLE DES MATIÈRES.....	 96

